

La Lettre de LA CHINE HORS LES MURS n° 34

SOMMAIRE

■ Editorial : La mondialisation virale , par le Comité éditorial	p. 1
■ Actualité : Covid-19 : La Chine souffre mais se relève hors les murs , par Paul Clerc-Renaud	p. 2
■ Prospective : Le Covid, une chance pour la Chine , par Jean-François di Méglia	p. 7
■ Secteur : Les minerais, nécessité primaire pour la Chine , par Christophe Granier	p. 8
■ Les groupes chinois mondialisés : Zijin Mining , par le Comité France Chine	p. 14
■ Infographie : IDE et contrats d'infrastructure : reflux confirmé , par Christophe Granier	p. 15
■ BRI Digest :	
La BRI vue du Vietnam : de la résistance au partenariat, par Bruno Gutton	p. 16
Actualité de la BRI, par Christophe Granier	p. 19
■ Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise , par Christophe Granier	p. 19
■ Dernières nouvelles des relations franco-chinoises , par le Comité France Chine	p. 21

Editorial

La mondialisation virale

Quatre mois après la première infection constatée, le 17 novembre 2019, d'un résident de la province du Hubei – cet homme de 55 ans n'étant pas le « porteur zéro », ce qui prête à nombre de suppositions plus ou moins complotistes – force est de constater que l'état du monde a changé. Naguère parée de toutes les vertus, la « *globalisation* » est de plus en plus remise en cause pour ses excès de libéralité coupable par les tenants de nationalismes étroits à la mémoire courte et des Cassandre sentencieux dont les discours reçoivent un accueil bienveillant dans un environnement de crainte irraisonnée.

Le système de dominos de notre monde interconnecté (commerce – économie réelle – finance – politique – commerce – etc...) a fonctionné, et les faibles digues dressées à la hâte par certains gouvernements ont vite été submergées. Les grandes peurs médiévales ont ressurgi dans l'inconscient collectif et la gouvernance mondiale n'a pas encore trouvé les connexions nécessaires pour mettre en œuvre la seule solution viable : une coopération internationale. La nécessaire mutualisation des moyens à tous les niveaux (recherche, prophylaxie, support technique, protection future) prendra sans doute quelque temps pour être réellement efficace, mais il n'existe pas d'autre issue : un problème mondialisé ne peut recevoir qu'une solution mondiale. Un recul de plusieurs mois si ce n'est d'années sera nécessaire pour juger de l'impact définitif de dette pandémie et de ses aspects positifs éventuels sur les plans économiques, démographiques, politiques et comportementaux.

À l'origine de la spirale descendante dans laquelle ce syndrome a entraîné la planète, la Chine sort logiquement la première du cycle après des chiffres bimestriels préoccupants (-13,5% pour la production industrielle, - 20% pour les ventes au détail). Instruite par l'expérience, elle a pris conscience qu'elle sera également partie intégrante du remède à la crise. Paul Clerc-Renaud examine dans cette lettre les différents aspects de l'implication de Pékin dans l'évolution récente et à venir de l'économie mondialisée et du rôle qu'elle veut jouer à l'occasion de la pandémie. Jean-François di-Méglio se penche quant à lui sur les aspects géopolitiques et monétaires créés par la crise. Directement impacté par la rupture actuelle des échanges internationaux, le secteur des minerais si crucial pour la Chine est observé par Christophe Granier. Enfin, dans notre rubrique des Nouvelles Routes de la Soie, le Président du Comité des CCE du Vietnam nous livre l'aperçu local de leur pays sur cette initiative chinoise qui risque de subir une mutation inattendue, victime elle aussi d'un virus mondialisé inopportun mais révélateur.

Actualité

Covid-19 : La Chine souffre mais se relève... hors les murs

Alors que les chercheurs du monde entier scrutent le nouveau coronavirus, les épidémiologistes leurs algorithmes et les médecins et politiques leurs ressources pour faire face à la pandémie du COVID19, les CCE sur le terrain – en Chine et ailleurs – s’efforcent de remplir leur mission d’information sur les conséquences économiques de la crise dans leurs secteurs respectifs. En dépit de l’abondance de données, Il est difficile d’évaluer les conséquences pour la Chine hors les murs d’une situation dont l’étendue et la durée sont les principaux paramètres encore inconnus. On peut cependant discerner des effets économiques directs et indirects de cette crise sur les marchés extérieurs et sur l’activité des acteurs économiques chinois sur ces marchés. On peut également spéculer sur les éventuels changements de paradigme induits et leurs conséquences sur la posture et l’influence de la Chine vis-à-vis de l’extérieur et ses relations futures avec ses partenaires et ses concurrents stratégiques.

Les conséquences les plus directes se sont fait sentir sur **le marché des matières premières** dont la Chine est un acteur important, souvent le premier : baisse sévère des cours du pétrole et du gaz dont la consommation chinoise a plongé déclenchant un enchaînement baissier à conséquences planétaires, retards ou annulation des commandes de minerais dont la Chine achète 20% de la production mondiale (contre 7% en 2003 pendant le SRAS) du fait de l’arrêt ou du ralentissement de la production des fonderies et aciéries chinoises.

Dans un cercle vicieux, aux ruptures d’approvisionnement (bauxite, soude...) s’ajoutent des problèmes de stockage des produits dérivés et finis pour les unités encore en production : acide sulfurique dont les usines d’engrais à l’arrêt ne veulent plus, produits sidérurgiques qui ne sont plus enlevés et dont 10m T étaient stockés début mars.

La Chine s’efforce de faire jouer la clause de **Force Majeure (FM)** auprès de ses fournisseurs pour renégocier les livraisons et/ou le prix de ses contrats en cours. A mi-février, la CCPIT avait émis 1600 certificats de FM pour une valeur de 15md USD. Certains fournisseurs et les juridictions internationales dans le cadre desquelles les contrats sont conclus contestent la validité de la FM, tels Shell et Total pour des livraisons de LNG a Sinopec. Ceci promet de beaux jours pour les juristes et pourrait nuire à la réputation et à la fiabilité des partenaires commerciaux chinois.

Les relations commerciales de la Chine avec ses fournisseurs et ses clients sont également bouleversées par la **désorganisation des circuits d’approvisionnement** dont la Chine est bien souvent le centre névralgique. La part des exportations mondiales de la Chine est passée de 8% en 2003 au moment du SRAS à 19% en 2018 et sa montée dans la chaîne des valeurs se reflète dans la part de production des biens intermédiaires, passée de 24% en 2003 à 32% aujourd’hui. Pour l’automobile, la Chine représente 33% de la capacité mondiale et 35% des ventes ; touchée de plein fouet, la province du Hubei en est un centre important. Le marché Chinois lui-même et les chaînes d’approvisionnement et de logistique des composants sont « grippés » du fait de l’épidémie perturbant la production des constructeurs étrangers eux-mêmes (Hyundai, Fiat, Nissan, Honda...). Cependant, cette situation pourrait rentrer dans l’ordre dès la reprise grâce à la surcapacité de production et aux stocks des constructeurs et sous-traitants chinois.

La chaîne de valeur électronique, elle-même fortement représentée dans le Hubei est également très affectée du fait de la crise sanitaire qui vient s’ajouter à la guerre techno commerciale sino-américaine et à sa pratique du just-in-time. La dépendance de la Corée et du Japon vis-à-vis de la Chine est particulièrement forte sur ce segment ; celle de la France concerne plus les biens de consommation, la téléphonie et l’électroménager.

L’interruption de nombreuses chaînes logistiques maritimes, ferroviaires et aériennes du fait des arrêts portuaires et douaniers ainsi que de la mise en quarantaine ou du refus de certaines destinations par les équipages viennent s’ajouter au chaos conjoncturel. L’indice officiel des achats industriels (PMI) est tombé de 50 en janvier à 35.7 en février, reflétant le blocage de l’appareil productif ; un fort rebond est cependant anticipé par l’étude conjointe de Caixin et IHS Markit publiée début mars. Le gouvernement fait tout pour favoriser cette reprise de la production qui mi-mars est confirmée par les remontées de terrain au moment où les doutes s’installent concernant la demande faiblissante sur les marchés européens et américains.

En attendant, les clients des fabricants chinois inquiets des délais de livraison annoncés vont sans doute reconsidérer leur trop grande dépendance vis-à-vis des fournisseurs chinois dans des filières parfois stratégiques (médicaments, automobiles, ordinateurs, téléphones etc...) Chacun cherche des solutions de délocalisation des productions chinoises vers les autres pays d’Asie qui risquent de devenir pérennes. Google (pour son modèle bas de gamme Pixel 4A) et Microsoft s’orientent vers le Vietnam et la Thaïlande. Dans son dernier rapport trimestriel 10-K, Apple annonçait des ventes de 43md USD en grande Chine soit 16.5% de ses ventes mondiales et de 39,3md sur le reste de la zone APAC soit 32% de ses ventes sur la zone initialement affectée par le COVID19. La fermeture de ses magasins en Chine au pic de l’épidémie va donc également affecter ses résultats.

Fabriquer où vous vendez ! va devenir un leitmotiv mais n’oublions pas que le marché chinois est et restera pour longtemps le premier moteur de la croissance mondiale. Les besoins de délocalisation ont été anticipés par la Chine et la phase post-infrastructure de son projet BRI se met déjà en place. Des centaines de zones franches et de parcs industriels ont été ouverts sur tous les continents, offrant aux industriels chinois et à leurs partenaires locaux des solutions clés en mains dans des pays à main d’œuvre bon marché bénéficiant de nouvelles infrastructures logistiques et digitales, d’accès douanier favorables grâce aux traités de libre-échange conclus et de facilités de change et de financement grâce aux accords de swap et aux lignes offertes par les banques chinoises. On peut s’attendre à une accélération des délocalisations chinoises vers ces zones, leur permettant ainsi d’offrir des plans B, C... à leurs clients désireux de diversifier leurs circuits d’approvisionnement.

Quelle santé pour la situation financière extérieure ?

Les exportations chinoises ont chuté en glissement annuel de 17,2% en janvier/février alors que les importations baissaient de 4% mettant la balance commerciale en déficit de 7,1md USD. Euler Hermès estime que la Chine va perdre 108md USD de revenus sur ses exports de marchandises, 72md de revenus touristiques et 10md sur les services de transports soit un total de 190md de baisse globale de ses revenus d'origine extérieure. De son côté, BBVA a analysé l'impact probable de la crise sur les comptes extérieurs de la Chine dans son scénario de base (croissance ramenée à 5,5% en 2020) selon lequel globalement les réserves du pays devraient s'accroître de 22,45md USD pour atteindre 3130md fin 2020 : Le compte courant de marchandises devrait bénéficier dans un premier temps de la reprise plus rapide des exportations mais les importations devraient reprendre au 2^e semestre, donnant un effet neutre sur l'année. La balance des services devrait fortement bénéficier du coup d'arrêt au tourisme chinois à l'étranger. Les investissements directs chinois à l'étranger devraient reprendre plus vite que leurs homologues étrangers en Chine donnant une balance négative mais l'appétit des investisseurs étrangers pour les placements financiers en Chine devrait se maintenir et dégager un solde positif. L'effondrement des bourses mondiales risque de donner à la Chine émergeant de sa crise sanitaire des attraits de valeur refuge.

L'initiative BRI contaminée ?

Il est probable que de nombreux projets lancés par la Chine sur tous les continents dans le cadre de l'initiative BRI vont subir des retards : retour impossible ou mise en quarantaine des personnels chinois rentrés en Chine pour le nouvel an, perturbation des chaînes d'approvisionnement des chantiers. On peut citer le TGV Jakarta-Bandung et les mines de cobalt en Indonésie, la ZES de Sihanoukville au Cambodge, la centrale thermique de Payra au Bangladesh et le métro d'Hanoi, ces deux derniers projets devant retarder leur inauguration qui était prévue en février. Les principaux contracteurs chinois tels CCCC, CEEC, Power China... se préparent à faire face à de difficiles négociations concernant les pénalités de retard sur les projets stratégiques. Encore une fois la clause de force majeure va être évoquée mais, au moment où la Chine est en train de conclure des accords importants – par exemple au Myanmar ou Xi Jinping vient d'effectuer un voyage triomphal – les considérations politiques et géostratégiques entreront sans doute en ligne de compte tant vis-à-vis des pays contractants que de la communauté internationale auprès de laquelle la Chine tient à sa réputation de partenaire fiable. Des solutions négociées seront proposées pour éviter les actions en justice.

Turbulences pour le transport aérien et le tourisme

Les divers acteurs du secteur touristique (hôtels, agents, croisiéristes et compagnies aériennes) ont été les premiers à subir de plein fouet l'arrêt forcé ou volontaire des projets de déplacement en raison de l'épidémie.

L'IATA a révisé sa prévision de trafic passagers en 2020 pour la zone APAC de +4.8% à – 8.2%. Hong Kong, dont les événements politiques avaient déjà tari le flux entrant de touristes chinois en 2019, doit faire face à des taux de remplissages proches de zéro. Cathay Pacific a annulé les trois quarts de ses vols hebdomadaires en mars et doit maintenir 120 appareils au sol. La crise a été la dernière goutte qui a accéléré le naufrage de Hainan Airlines et de sa filiale Hong Kong Airlines dont la restructuration est en cours, le groupe HNA étant maintenant sous tutelle gouvernementale et provinciale. L'Economist Intelligence Unit prévoit une baisse de 80md USD du secteur touristique mondial dont les Chinois forment une part essentielle.

Nul doute que la manne du tourisme chinois va permettre au secteur de reprendre progressivement des couleurs à la fin de l'épidémie, mais il est probable que la Chine contrôlera le processus et profitera de la faiblesse des acteurs étrangers et de la latence des voyageurs pour accélérer ses prises de participations ou de contrôle par ses propres acteurs et financiers de chaînes hôtelières, de croisiéristes et de compagnies aériennes (Cathay Pacific et HNA sont des cibles évidentes)

Les moyens de transport individuels redeviennent à la mode, donnant un nouveau souffle aux plateformes de location de deux roues. La plateforme médicale Dingxiang Doctor ayant recommandé ce moyen de transport lors de la reprise du travail, Didi a vu son volume de locations bondir de 30% et Hello Global (300m d'utilisateurs) de 104% dans les grandes villes. Meituan Global a mis au point un cahier des charges draconien d'hygiène et de « contactless biking. » Ces sociétés vont sans doute profiter de cette nouvelle prospérité pour reprendre leur expansion internationale après la crise.

Contagion digitale

Les mesures de quarantaine, les restrictions de déplacements et les fermetures de magasins accélèrent le basculement de tous les secteurs vers l'économie digitale qui représente déjà le tiers des agrégats. Il ne fait aucun doute que ce mouvement va se pérenniser.

Les grands de l'**e-commerce** tels Alibaba et JD, dont le SARS en 2003 avait mis le pied à l'étrier ont mis leurs vastes moyens derrière une floraison de nouveaux services. A Hong Kong, HKTV Mall a vu son chiffre d'affaire quotidien bondir de 50% en janvier. La nouveauté est l'extension exponentielle de l'e-commerce aux produits frais et à l'épicerie (Alibaba Supermarket, Cainiao, Hema, 7Fresh, Freshippo de Ele-me) et la généralisation de la robotique et des drones pour pallier les difficultés logistiques. Les plateformes de livraison Meituan Dianping et Ele.me ainsi que JD.Daojia prétendent être en pleine capacité de répondre à la demande accrue (estimée à 12M d'utilisateurs quotidiens début février) ayant mis au point un service de livraison robotisé sans contact physique en un lieu convenu sur l'application. Elles font la fortune de la startup Neolix qui bénéficie d'une aide étatique exceptionnelle et vient de leur livrer 200 camionnettes de livraison sans chauffeurs.

Les ventes d'automobiles en berne depuis des mois pourraient profiter d'un rebond, comme cela avait été le cas après le SRAS. 20 grandes marques dont Audi et BMW ont mis en ligne sur Taobao Livestream des showrooms virtuels. Même le marché de l'occasion est passé au digital (Uxin, Guazi, Souche...) Le même Taobao live a mis en ligne plus de 5000 agents immobiliers dans 100 villes de Chine et enregistré entre le 12 et le 17 février 2m d'utilisateurs et de visiteurs virtuels

de biens à vendre ou à louer. Le site d'immobilier Beike vient de lever en série B 2,4md USD auprès d'un consortium mené par Softbank et Tencent.

Bien entendu, le **télétravail** universellement recommandé a fait l'objet de toutes les attentions des offreurs de service et des opérateurs s'efforçant de faire face à l'explosion du trafic pour les services cloud, le VoIP, les téléconférences, webinaires et autres services IT et digitaux à distance. Alibaba, Tencent meetings, ByteDance et Huawei ont mis en service en liaison avec les services de l'e-gouvernement du Conseil d'Etat des plateformes de gestion de télétravail : Dingtalk, Wechatwork, Lark. Huawei a ouvert sa plateforme de communication interne WeLink aux tiers le 25 Janvier et a maintenant plus d'un million d'utilisateurs quotidiens dont 6000 hôpitaux.

Il en va de même pour la **télé-éducation** du fait de la fermeture des écoles et universités. SenseTime a mis en ligne une série d'outils gratuits autour de l'éducation et de l'intelligence artificielle. Le DingTalk d'Alibaba a été installé plus d'un milliard de fois depuis le début de l'épidémie ; il permet la tenue de classes en live streaming et la notation des travaux des élèves. Le Japon a décidé de l'utiliser. Tencent LiveBroadcast a déployé un port d'éducation interactif : Tencent Classroom, utilisé par 730.000 des 900.000 élèves des écoles de Wuhan. Les cours de TAL Education ont eu plus de 500 millions de vues dans les deux premières semaines du nouveau semestre. Les stocks de tablettes ont été pris d'assaut par les étudiants.

L'ennui et l'anxiété des personnes en quarantaine est à l'origine de l'explosion d'offres et d'utilisation de toutes formes de **distractions en ligne** : live streaming (Douyin, Kuaishou) jeux interactifs : le jeu vedette de Tencent : Honor of Kings a rapporté le soir du nouvel an 2md CNY. Jinri Toutiao et Xigua Video ont également cartonné en janvier : Lost in Russia dont la sortie en salle a été annulée avait fait l'objet de 600 millions de vues au 27 janvier. ByteDance de son côté a vu trois de ses applications figurer dans le Annie top 5 d'Apple App Store en Chine.

Pourtant, c'est le **secteur médical et hospitalier** qui a fait l'objet des plus grands efforts et produit le plus d'avancées, utilisant les ressources du digital et de l'intelligence artificielle. Là encore, les grands du secteur sont à l'avant-garde tel Alibaba qui a greffé sur Alipay avec la municipalité de Hangzhou l'application Jiankang qui permet une gestion fine de la quarantaine et des déplacements en donnant à chacun un code QR (vert, jaune ou rouge) régentant ses possibilités d'accès et de déplacement en temps réel. Le Conseil d'état a décidé de la mettre en service à grande échelle (plus de 200 villes l'utilisent déjà) afin de gérer au mieux le retour de millions de travailleurs déplacés sur leur lieu de travail. Tencent développe à Shenzhen une application similaire. Le métro de Shanghai utilise maintenant WeChat pour le QR boarding qui exige l'identification de chaque passager et suit ses déplacements. En complément, le Groupe China Electronics Technology et le Ministère de la santé ont développé l'application Close Contact Detector permettant d'alerter chacun en cas de promiscuité avec une personne infectée et de remonter la chaîne des contaminations grâce à l'historique des déplacements gardé en mémoire par les opérateurs. Le port du masque a également poussé le spécialiste pékinois de la reconnaissance faciale Hanwang Technology à améliorer en un mois grâce à l'intelligence artificielle son algorithme pour lui permettre d'identifier les personnes masquées. Des drones permettent de surveiller et de réprimander si nécessaire les passants non masqués et de prendre la température des habitants en quarantaine sur les balcons des étages des immeubles. Certaines unités de police sont déjà équipées de casques intelligents permettant entre autres de lire la température des passants à une distance de 5 m. Une aile entière de l'hôpital Wuchang à Wuhan a été robotisée par la jeune pousse pékinoise Cloudminds et équipée en 5G par China mobile. Des robots apportent nourriture, boisson et médicaments aux malades et nettoient en permanence les lieux. Antwork a mis en service un service robotisé de transport de prélèvements pour analyse entre hôpitaux et laboratoires de Xinchang alors qu'une autre équipe de Shenyang automation a mis au point avec l'Académie des Sciences un bras robotisé pour effectuer les prélèvements eux-mêmes. L'intelligence artificielle a également permis des avancées pour le séquençage du virus (BGI Group) et le diagnostic du COVID19. Les kits de diagnostics de BGI ont reçu la certification CE-IVD et 310.000 commandes de 26 pays. Une autre société de Guangzhou DAAN Gene a développé et fait approuver des kits de diagnostic et a une capacité de production de 300.000kits/jour. A Shenzhen, Biomedical Engineering Co a également obtenu la norme CE-VID et expédié une première commande de 20.000 kits en Italie. Infervision, Deepwise Healthcare, Yitu Healthcare et Ping An offrent des solutions améliorant la lecture et l'interprétation des CT scans et par la même, grâce au deep learning, la connaissance de la maladie elle-même. BGI a également monté des laboratoires (celui de Wuhan en 5 jours) Le groupe Ping An a annoncé l'intégration de sa filiale médicale dans Ping An Insurance et l'investissement de 1,7md USD en 2020 dans la recherche principalement ciblée sur le médical. Sa filiale de télé-médecine Ping An Good Doctor a reçu en janvier 1,1md de visites. Ping An Healthcare qui offre des logiciels de gestion médicaux et hospitaliers a par ailleurs mis au point un outil sophistiqué de suivi de la chaîne d'infection et des personnes en quarantaine ainsi que de prédiction épidémiologique et d'aide à la décision qui traite 6,7m de consultations journalières soit une croissance de 31%. Début 2020, 42% des 29.000 hôpitaux chinois (dont 55% sont privés) avaient mis en place et en réseau des avatars virtuels. D'après le cercle de réflexion EqualOcean de Pékin, l'offre de télé-médecine compterait en 2020 60m d'utilisateurs représentant un chiffre d'affaires de 100md USD. Là encore, AliHealth et Tencent Healthcare se taillent la part du lion. Il en va de même pour l'e-pharmacie qui d'après Analysis Qianfan a dépassé fin janvier 1,48m d'exécutions journalières d'ordonnances en fort accroissement.

Dans le **domaine bancaire**, Ping An Bank a également mis en ligne via sa plateforme OneConnect un service de consultation 24/7 pour ses produits financiers et l'approbation express de prêts pour les particuliers et les entreprises et l'analyse de leurs besoins. 20 banques utilisent déjà ce logiciel. Ant Financial et We-Bank utilisent également la blockchain pour l'approbation express des prêts aux PME dans les secteurs d'approvisionnement prioritaires.

Bien entendu, le paiement électronique déjà prévalent en Chine va rapidement reléguer les billets de banque au musée. Ces derniers sont actuellement retirés de la circulation ou désinfectés en fonction de leur état.

Il est probable que ces pratiques digitales et ces **outils de surveillances invasifs** maintiendront leur ubiquité après la sortie de la crise et accéléreront le déploiement de la 5G. Ils seront offerts sur les marchés des pays BRI et autres auxquels la Chine entend apporter aide et conseils.

Echanges scientifiques et universitaires

Le monde de la recherche et de l'université est également affecté par la crise. De nombreux laboratoires sont fermés, les échanges universitaires avec l'étranger sont interrompus, menaçant une source de financement importante pour les grandes universités tant chinoises qu'étrangères (Etats Unis, Australie, Royaume Uni...) et les congrès scientifiques sont annulés pour les 5 prochains mois. Bien que l'O.M.S. et les instituts de recherche virologiques aient loué la transparence des communications de la part des chercheurs et autorités chinoises concernant le nCoV et l'épidémie, des critiques ont été émises en Chine même sur l'impréparation et la lenteur de réaction des chercheurs, « incapables, deux mois après avoir isolé et décodé le virus, de proposer des solutions autres que la quarantaine ». Ceci est attribué à leur obnubilation par la publication de leurs travaux sur les sujets à la mode dans les grandes revues internationales plus qu'à la recherche de solutions aux problèmes pratiques en Chine même. En conséquence, le système d'évaluation des chercheurs et universitaires en vue de leur promotion et de leur rémunération vient d'être modifié : à partir de juillet 2020, les chercheurs dépendants d'organismes publics ne seront plus évalués en fonction du nombre de leurs publications dans des revues scientifiques listées dans le Science Citation Index (organisme internationalement reconnu). Les nouveaux critères seront l'utilité de leurs travaux pour la société et l'économie chinoise ainsi que leur esprit d'innovation et d'indépendance par rapport aux courants dominants des milieux scientifiques occidentaux. Pour la recherche fondamentale, il ne sera plus demandé aux chercheurs que 5 publications par an dont le tiers au moins dans des revues chinoises. Cette mesure très controversée par les intéressés constitue un signe de plus du découplage que nous avons analysé dans notre lettre 31.

Conséquences politiques et diplomatiques

L'épidémie a contraint les dirigeants chinois à reporter les sacro-saintes deux assemblées (*Liang Hui*) du NPC et du CCPC prévues en mars ainsi que le forum de Boao. Les voyages et rencontres diplomatiques ont également été suspendus (visite officielle de Xi Jinping au Japon). L'incertitude plane sur le sommet Chine Europe qui doit avoir lieu à Pékin en avril avec la nouvelle commission et donc sur la conclusion espérée en 2020 de la convention sur les investissements en négociation depuis de nombreuses années. Incertitude aussi sur la capacité de la Chine d'exécuter la phase I de l'accord signé le 15 janvier avec les Etats Unis prévoyant une augmentation de 40md USD sur deux ans de ses importations de produits agricoles. Certains évoquent la possibilité d'invoquer une catastrophe naturelle mais le gouvernement chinois se dit pour l'instant confiant de pouvoir rattraper sur ces deux années le retard pris au premier trimestre de 2020 en raison des problèmes logistiques et économiques dues à l'épidémie ; ceci risque de ne pas faciliter la campagne électorale de Donald Trump auprès des agriculteurs surstockés.

En revanche, la baisse des taux de NO2 (40%) et de CO2 (25% soit 6% des émissions globales) constatée sur les images satellitaires en raison des baisses d'activités industrielles et des déplacements devraient aider la Chine à remplir les engagements pris dans le cadre de la COP 21 si les mesures de relance n'annulent pas cet effet environnemental positif.

La question principale qui préoccupe les lecteurs de feuilles de thé est de savoir comment le Président Xi va tirer son épingle du jeu compliqué résultant de l'épidémie. En dépit du contrôle étroit des médias et de la communication, des critiques le mettent directement en cause ainsi que le système politique lui-même dans la gestion de la crise, en particulier dans sa première phase dans le Hubei. Cependant la machine idéologique du parti tourne à plein pour tirer de la crise (*Wei Ji*) les opportunités (*Ji*), démontrer la pertinence et l'efficacité de la méthode de gouvernance exposée dans le deuxième volume du même titre publié par Xi Jinping l'année dernière (*zhi guó lí zhèng*). Tout d'abord, il est rappelé que ce dernier avait souligné dans un discours de janvier 2019 le risque présenté par les cygnes noirs, prédiction confirmée par l'apparition d'un vol de chauves-souris dans le Hubei déclenchant l'effet papillon planétaire du COVID19. Le Président Xi a lui-même rappelé lors de sa téléconférence aux cadres du parti que le système de gouvernance et le parti lui-même avaient permis la mobilisation des moyens nécessaires au traitement énergique de la crise. Ceci bien sûr au prix de méthodes intrusives inacceptables dans nombre d'autres pays, telle la remobilisation des comités de quartier (*Jiedao*) appuyés par les moyens électroniques les plus innovants. La décision prise par Xi Jinping le 23 Janvier, veille du nouvel an chinois, de confinement du Hubei qualifiée d'héroïque par l'OMC, est aussi mise en exergue ainsi que les commentaires flatteurs des amis étrangers (Cambodge, Pakistan, Philippines, Bangladesh etc..) et l'article du Lancet du 17 février mentionnant qu'aucun autre pays n'aurait pu construire 2.000 lits d'hôpital en une semaine et mobiliser et transporter 33.000 professionnels de santé pour traiter le foyer initial de la crise.

La probable sortie de crise dans les prochaines semaines va permettre à la Chine de faire oublier qu'elle est à l'origine géographique de l'épidémie, d'offrir son expertise aux autres pays à leur tour frappés par le virus et de prendre la tête d'une « réponse coordonnée régionale » annoncée lors de la réunion de crise avec l'ASEAN du 20 février. La même expertise assortie d'aides diverses est offerte aux partenaires de la BRI puis à la communauté internationale dans l'esprit énoncé par Xi Jinping dans tous ses discours de « **Communauté humaine à avenir commun** » (*renlei mingyun gongtongti*) et rappelé début mars par Liu Xiaoming, ambassadeur de Chine à Londres. Ce dernier a précisé que la Chine qui préside en mars le conseil de sécurité de l'ONU allait s'efforcer de renforcer la solidarité et la coopération de toutes les parties. Ce message a été répété par Ma Zhaoxu, vice-ministre des Affaires Etrangères, détaillant les envois de kits de dépistage, de matériels et d'experts aux pays les plus frappés et la pleine coopération avec l'O.M.S. Dans le même temps, un cercle de réflexion chinois laisse entrevoir la possibilité de la création d'un organisme international sous l'égide de la Chine dont la fonction serait similaire à celle de l'OMS, elle-même bridée par l'attitude des Etats Unis qui demandent à



réduire de 50% leur contribution tout en gardant leur influence. Ceci rappelle la création par la Chine de la banque AIIB en marge de l'ADB et du FMI lors du lancement de l'initiative BRI. On retrouve ici la double stratégie chinoise qui mène en parallèle une action d'entrisme et d'influence au sein des organisations internationales (la Chine est à la tête de 4 des 15 agences spécialisées de l'ONU et s'en sert sans vergogne pour avancer ses intérêts et accessoirement bloquer Taiwan) et la création simultanée de plateformes coopératives internationales contrôlées par elle.

Tout ceci s'inscrit dans le plan plus vaste défini par Xi Jinping du Rêve chinois (*Zhōngguó Mèng*) qui vise au **grand renouveau de la nation**/du peuple/de la race ? chinoise (*Zhonghua minzu weida fuxing*) dont le premier objectif est d'atteindre le statut de nation modérément prospère (le *xiaokang shehui confucéen*) pour le centenaire de la fondation du parti en 2021. Pour ce faire, l'année 2020 est cruciale pour éradiquer la pauvreté et obtenir le doublement du PNB par rapport à 2011 ce qui implique en 2020 une croissance minimum de 5.6%. En 2049, pour le centenaire de la République populaire, celle-ci devra avoir atteint le statut de grande nation socialiste moderne et à plus long terme viser au stade confucéen utopique du *DaTang* (harmonie universelle) sous l'égide d'une Chine bienveillante disposant de par le monde d'une voix écoutée et respectée (*guoji huayuquan*). Le département de la propagande du comité central du parti vient de publier un livre dont les éditions vont paraître en cinq langues intitulé *Da Guo Zhan "Yi"* : « Un grand pays combat une épidémie » qui se veut narratif épique et didactique d'un combat victorieux.

Vers une reprise tirée par la Chine ?

Sous la pression de l'impératif de croissance se profile déjà une nouvelle vague de stimulations par l'investissement et la consommation, dès que l'appareil productif aura repris son rythme. Les procédures d'approbation des prêts sont accélérées : ainsi l'octroi en 24h par China Development Bank d'un prêt spécial à Zhejiang Petroleum & Chemical pour la construction d'un complexe de raffinage et de pétrochimie ou celui accordé par China Zheshang Bank au distributeur de produits alimentaire Junkai Foods pour lui permettre de se restocker afin de répondre à la demande. La relance du plan massif de construction d'aéroports (14 par an pendant 15 ans pour atteindre 450 en 2035) vient d'être annoncée en dépit de la chute vertigineuse du trafic de passagers. CAAC a approuvé un budget de 100md CNY pour 2020.

L'initiative BRI est la colonne vertébrale du nouvel ordre mondial envisagé par la Chine et continuera donc de bénéficier de toutes les attentions du gouvernement et des efforts des sociétés d'Etat chinoises pour traverser les difficultés actuelles et atteindre les buts géostratégiques fixés dans le cadre de la pensée de Xi Jinping. Cette stratégie est facilitée par le reniement du multilatéralisme par les Etats-Unis et par les divisions et problèmes internes de l'Europe.

L'importance du marché chinois pour le reste du monde ne va pas disparaître, ni son intérêt pour les investisseurs étrangers. On peut même imaginer que la Chine, première à émerger, servira comme lors de la crise de 2008 d'élément moteur de la relance et de la stabilisation du système économique global. Elle profitera sans doute du décalage entre sa reprise et celle du reste du monde pour se positionner fermement sur les nouveaux segments de marché dynamisés par la crise ou pour s'emparer des acteurs affaiblis par cette dernière :

- **Equipements médicaux et de protection** pour lesquels des capacités de production (et de destruction après usage) massives se mettent en place grâce à la mobilisation de toute la filière, de Sinopec pour la matière première aux usines d'armement et à une myriade de PME pour faire face à une demande immédiate colossale sur des marchés ouverts (les Etats-Unis viennent de supprimer les droits de douanes sur ces produits) et permettre à la Chine d'affirmer son soft power en aidant généreusement ses pays partenaires et ceux qu'elle courtise. D'après la Commission pour le Développement et la Réforme, la capacité de production journalière de masques a été multipliée par 12 et atteint début mars 116 millions par jour. Il est précisé qu'à la différence de nombreux pays, la Chine n'interdit pas l'exportation de ces produits. En dépit de la surchauffe du marché médical intérieur, les acteurs chinois proposent déjà leurs produits et solutions sur les marchés extérieurs en particulier dans les pays de la BRI auxquels la Chine entend apporter aide et conseils, fruits de son expérience et de son avance technologique et imposer ainsi ses normes et l'utilisation de ses technologies (5G, BeiDou...) L'envoi d'équipements et de matériels en Italie (1.000 ventilateurs, 2m de masques, 100.000 respirateurs, 200.000 combinaisons protectives et 50.000 kits de test) et dans d'autres pays est habilement mis en scène par la propagande au moment où les faiblesses des systèmes de santé en particulier l'américain deviennent apparentes. La Chine prodigue ses conseils et ses promesses de soutien auprès des pays africains et du Sud Pacifique et débloque des fonds exceptionnels pour l'OMS. Belle leçon de solidarité et joli contraste avec l'attitude égoïstement protectionniste des Etats Unis.

- **Secteurs digitaux dopés par la crise** sur lesquels l'abondance de données et de compétences en intelligence artificielle, les moyens considérables mis en œuvre par les autorités chinoises et les BATX ainsi que l'introduction accélérée du réseau 5G vont donner à la Chine un avantage compétitif qu'elle ne manquera pas d'exploiter par croissance organique et externe en particulier en anticipant les ajustements de style de vie rendus possibles par les nouvelles technologies.

- **Secteur du tourisme et des transports** : Nul doute que la manne du tourisme chinois va permettre au secteur de reprendre progressivement des couleurs à la fin de l'épidémie, mais il est probable que la Chine contrôlera le processus et que ses propres acteurs et financiers profiteront de la faiblesse des acteurs étrangers et de la latence des voyageurs pour pratiquer la pêche de fond(s) pour les pépites du secteur : chaînes hôtelières, croisiéristes et compagnies aériennes (Cathay Pacific et HNA sont des cibles évidentes)

Les financiers chinois fourbissent déjà leurs armes, tel le fonds de capital investissement C.M.C. Capital group, qui vient de lever 950m USD (contre 800m prévus initialement) auprès d'investisseurs institutionnels internationaux pour investir dans des sociétés de croissance innovantes à dominante chinoise. La Chine semble donc toujours bénéficier de la confiance des investisseurs et même si certains de ses clients étrangers cherchent à diversifier les risques de leur chaîne d'approvisionnement elle restera un acteur incontournable et de plus en plus influent par ses normes et ses infrastructures logistiques, digitales et industrielles. Les freins mis par les Etats Unis sur ses approvisionnements en composants électroniques ralentiront certes son expansion, mais stimuleront dans le même temps ses recherches d'innovation et d'autonomie technologique, abaissant par la même un peu plus le rideau de bambou digital évoqué dans notre lettre 31.

Paul Clerc-Renaud (CCE Hong Kong)

Prospective

Le Covid, une chance pour la Chine ?

De même qu'en matière d'immobilier les trois principes sont « location, location, location », en matière de gestion de crise, les critères sont sans doute « timing, timing, timing ».

L'avantage chronologique, totalement accidentel mais qu'on ne saurait qualifier de fortuit puisque – malgré le schéma chinois de reconstruction de l'Histoire – c'est de Chine que serait sorti le virus, est donc en faveur de la Chine, qui devrait, sauf rechute, surmonter et laisser derrière elle l'épidémie et ses conséquences avant les pays des autres continents.

Assurément, on doit conserver au scénario le plus défavorable pour la Chine quelques points significatifs de probabilité. Quels que soient les efforts qu'elle déploiera ultérieurement en matière de soft power, l'identification de l'itinéraire de propagation avec ce que l'on pourrait bien être tenté de renommer les “new sick roads” n'est pas à l'avantage du pays. Entamée depuis la crise hongkongaise et habilement quoique discrètement entretenue après la réélection de Tsai Ying-wen et la gestion jusqu'ici exemplaire de la crise sanitaire par Taiwan, la dégradation d'image va peser sur les actions futures de la Chine à l'étranger. Par ailleurs, alors que l'économie chinoise est loin d'avoir réussi sa sortie de la dépendance aux exportations, les chiffres d'un commerce extérieur qui restera plus longtemps déficitaire au premier trimestre 2020 que pendant tout autre année précédente confirment déjà que la contamination au reste du monde ne sera pas sans conséquence sur la reprise post-crise sanitaire en Chine.

Cependant, le paradoxe de cette crise profondément transformante pour le modèle économique mondialisé dont la Chine aura été le principal vecteur est qu'en s'altérant profondément, il laisse beaucoup de chances à une nouvelle forme d'hégémonie chinoise.

En termes de soft power, la division entre ceux qui resteront critiques vis-à-vis du modèle autoritaire employé pour juguler l'épidémie et ceux qui s'en feront les thuriféraires permettra à la Chine de compter ses appuis les plus solides, et il n'en manquera pas. Au-delà du ressenti, le tournant effectif qui aura profité à la Chine pourrait bien être l'abandon officiel, tonitruant et probablement mal formulé des principes fondateurs du « laissez-faire » et de la liberté fondamentale de circulation, dogmes libéraux ; non seulement par les héritiers du modèle mais surtout par un Donald Trump suffisamment mal inspiré le 11 mars pour désigner comme parias les plus rejetés ses alliés du continent européen, semant savamment la division entre les 27, leur ancien partenaire britannique et l'Europe de l'est, si tentée par la Chine.

Le premier geste de Donald Trump avait été de déchirer de façon ostentatoire le Transpacific Partnership. Autant les alternatives à cet accord commercial « anti-Chine » étaient balbutiantes à ce moment-là et ralenties par les réticences de pays d'Asie du sud et du sud-est encore méfiants et qui pouvaient espérer une alternance aux présidentielles américaines et un nouveau revirement stratégique, autant les paroles du Président projetant dans l'obscurité ses alliés européens ont dû faire réfléchir au sein de l'ASEAN et au-delà. Le Regional Commercial Economic Partnership (RCEP) promu sans grand succès jusqu'ici par la Chine pourrait bien accélérer, non pas seulement par défaut, mais également parce que la Chine aura des choix à faire pour appuyer son rebond et sera, mieux que les Etats-Unis et malgré les problèmes qu'elle rencontrera dans la coûteuse relance de son économie, en position d'arbitrer au mieux ses partenaires d'un futur immédiat. Les incertitudes malaises, la dépendance déjà existante au sein des pays « de second rang » de l'ASEAN et le revirement philippin à confirmer pourraient être les premiers jalons de cette sphère de coprosperité tombée sans trop d'efforts dans l'escarcelle chinoise.

A partir de là, et sans pour autant compenser les dommages subis pendant la période d'arrêt probable de l'Occident, une régionalisation active au profit de la Chine pourra remplacer la poussée mondialisée. Une fois de plus, comme en 1997, 2008 et 2011, les crises, proches ou lointaines, auront été des opportunités en or pour la Chine.

Par ailleurs, il ne faut pas surestimer le spectre d'atteintes graves aux systèmes financiers et monétaires préexistants à la crise et auxquels, malgré sa méfiance, la Chine a toujours prétendu vouloir s'intégrer, qu'ils gravitent autour du FMI et de la Banque mondiale ou qu'ils découlent des principes de libre-échange de l'OMC. Mais, si ces atteintes mettaient en évidence les failles de la gouvernance « à l'occidentale » à laquelle Donald Trump avait commencé de donner quelques estocades, si des doutes surgissaient de nouveau sur la pérennité de l'Euro et de son rôle stabilisateur, si la BCE continuait d'atermoyer ou de « se prendre les pieds dans le tapis », les instances alternatives esquissées par la Chine (BAII, SRF, NDB) pourraient bien prendre rapidement le relais et soutenir l'idée d'une supériorité du modèle “chinois”.

Au-delà de ces perspectives encore lointaines, un scénario relevant pour l'instant de la finance-fiction où, par le jeu des erreurs américaines, de politiques monétaires trop laxistes, de déficits mortels et peut-être même d'une crise de confiance dans le système fiduciaire “à l'occidentale”, une gouvernance monétaire chinoise et l'internationalisation d'une devise de plus en plus digitalisée/numérisée supplantant beaucoup plus vite que prévu l'« ancien monde » ne peut plus être exclu.

Le défi posé à nos argentiers est colossal, et il ne faut pas leur souhaiter de « tousser ».

Jean-François di Méglia, PEA France

Les CCE et la crise du Covid 19.

Pour répondre à la demande d'un président de Comité régional en France, le Comité national des Conseillers diffuse sur son réseau Nomad la note quotidienne des services de l'Ambassade de France en Chine et a publié le 16 mars un recueil de plusieurs témoignages exprimés par les CCE basés en Chine sur l'évolution de l'épidémie.

Secteur

Les minerais, nécessité primaire pour la Chine

Les ressources minérales nécessaires à une économie intégrée équilibrée sont principalement de deux natures :

- Ressources énergétiques. Le charbon et à un degré moindre les hydrocarbures sont utilisables dans leur état brut dès l'extraction pour produire l'énergie nécessaire à l'économie ou à une société moderne. L'uranium et ses équivalents radioactifs doivent subir une première transformation avant usage. Etant donné son caractère particulier de minerai liquide ou gazeux, nous n'avons pas traité ci-dessous le vaste secteur des hydrocarbures qui fera l'objet d'études postérieures. Le secteur énergétique proprement dit a déjà fait l'objet de plusieurs contributions (1),
- Ressources purement minérales. Les métaux et minerais non métallifères nécessaires à l'industrie aval (métallurgie lourde ou spécialisée, chimie, pharmacie, etc...) forment un spectre très large. Leur potentiel de disponibilité varie énormément, tant au niveau de leur recherche et exploitation qu'à celui du degré de transformation qu'ils doivent subir pour être intégrés dans un produit fini. Ces métaux peuvent être précieux, classiques ou dédiés à des usages très précis comme les terres rares ou le cobalt.

L'internationalisation de la Chine lui a permis de trouver à l'extérieur une partie de ses besoins en sources d'énergie et matières premières. En grandes masses, la dépendance de la Chine vis-à-vis de l'extérieur en matière de minerais et de carburants minéraux et hydrocarbures semble coûteuse puisque ces deux catégories ont représenté en valeur 26% de ses importations et 568md USD en 2019. Ce chiffre ne comprend pas les importations de métaux déjà transformés et de déchets métalliques.

Le secteur énergétique : charbon et uranium

► Représentant en Chine 60% de la production d'énergie (contre environ 27% dans le monde), le **charbon** reste la première source d'électricité au monde. Si la Chine produit 47% du minerai mondial, elle n'en possède que 13% des réserves prouvées. Dans son environnement proche, l'Indonésie est un producteur sans réserves importantes, à l'inverse de la Russie et de l'Australie, cibles privilégiées de la stratégie chinoise d'approvisionnement. Les prévisions de lissage puis de diminution de la consommation pour des raisons environnementales n'empêchent pas Pékin de mener une politique active d'achat de minerai hors de ses frontières. La raréfaction de la ressource semble lointaine mais les importations connaissent une évolution heurtée. Avec 300md T pour plus de 20md USD d'importations annuelles en 2019, la Chine se positionne comme le 1^{er} acheteur mondial devant le Japon et l'Inde, mais ces chiffres volatils connaissent des variations importantes. Ainsi, l'effondrement des importations chinoises de charbon en décembre 2019 (moins de 10% de la moyenne mensuelle de l'année) est en grande partie due à la volonté politique d'afficher cosmétiquement une évolution annuelle raisonnable (+6%) et d'aider les producteurs nationaux. L'Australie reste le premier fournisseur de minerai pour la Chine, avec plus du double du volume des deux pays qui la suivent, Indonésie puis Mongolie.

Il faut noter qu'à l'inverse de la production locale – de qualité inégale – une partie importante du charbon importé en Chine n'est pas utilisée pour produire de l'énergie mais des dérivés industriels, en majorité les aciers spéciaux, ce qui justifie son rattachement aux autres minerais métalliques.

Parmi les acteurs du secteur actifs sur la scène internationale, China Coal Import & Export Co arrive en tête avec sa filiale Huayu, qui a connu récemment de grosses difficultés financières. Le gouvernement chinois a mené ces dernières années une politique systématique de fusions dans le secteur charbonnier qui a donné lieu à la constitution de géants comme Shenhua, China Coal Energy et Datong. Après avoir absorbé son concurrent Guodian, Shenhua est devenue la première société charbonnière au monde par le chiffre d'affaires.

► L'**uranium** extériorise une dépendance bien plus importante. A l'instar des Etats Unis, la Chine importe 90% des besoins de carburant de ses centrales et d'armement de ses missiles balistiques. La lutte d'influence entre les deux géants de l'économie mondiale – en particulier en Afrique – pour contrôler les sources d'approvisionnement en minerai devrait s'apaiser si la décision de Donald Trump de produire 25% du minerai d'uranium aux Etats Unis pour des raisons de sécurité intérieure ampute les importations américaines et libère le marché en faisant baisser les prix. Cette évolution va dans le sens des intérêts chinois car la consommation nationale prévisible va plus que doubler en 10 ans (11k T en 2020, 18,5k T en 2025 et 24k T en 2030).

La prise de contrôle d'acteurs étrangers par les groupes chinois – en particulier CNNC – ne date pas d'hier (30% de la mine d'Azelik au Niger en 2010, participations en Namibie dans la mine Langer Heinrich en 2014, prise de la part majoritaire de Rio Tinto dans la mine de Rössing en 2018). La Chine importe la majeure partie de ses besoins de minerais d'uranium et de thorium de Namibie. Le projet de Shenghe Resources en joint-venture avec un exploitant danois pour extraire uranium, néodyme et yttrium à Kvanefjeld au Groenland a attiré l'attention et n'est pas réglé à ce jour.

(1) cf. La lettre de la Chine hors les murs n° 17, 23, 26 et 30.

Les minerais métallifères : un appétit insatiable

Le marché des deux métaux principaux utilisés dans l'industrie reflète l'importance de la Chine sur la scène mondiale :

► Nécessité par l'approvisionnement d'une économie en plein développement, la demande chinoise de minerai de **fer** a récemment varié entre 50 et 70% du total mondial. Après avoir importé 1,1md T de minerai de fer (2^e résultat tout proche du record de 2017), la Chine a produit en 2019 près d'1md T d'acier, chiffre en hausse annuelle de 8,3%. Seuls 10% de ce produit fini provient du recyclage de ferrailles elles aussi largement importées. 3^e ou 4^e producteur mondial d'un minerai de qualité très inégale, la Chine a dès les années 1980 tenté de prendre des positions sûres sur les marchés internationaux, au plus près des gisements importants de minerais performants

Les achats de la Chine aux grands acteurs mondiaux de la production (Vale, Rio Tinto, BHP, Fortescue) sont prioritairement d'origine australienne puis brésilienne. Malgré la tendance récente, la croissance du marché mondial du minerai de fer n'est ou ne sera plus à brève échéance tirée par la seule demande chinoise puis qu'il est prévu que la valeur ce marché passe de 182 à 333md USD entre 2020 et 2026, soit 9% par an d'augmentation. Des tensions multiples influent directement sur ce marché dans lequel les achats de précaution jouent un grand rôle, comme dans la période actuelle de menace sur les transports maritimes ; dans cet environnement, la Chine reste à la fois créatrice et victime de variations importantes de cours qui déstabilisent bon nombre d'acteurs. L'enquête lancée à l'été 2019 par la Commission nationale de la Réforme et du Développement sur la gestion des stocks de minerai par les aciéristes chinois rappelle l'enquête équivalente de 2009 qui s'est soldée par une baisse sensible des prix et la disparition d'acteurs de la sidérurgie nationale.



Le gisement de fer de Simandou en Guinée

Les acteurs chinois cherchent à sécuriser l'accès direct au minerai en créant des sociétés d'exploitation contrôlées. Des permis miniers significatifs ont été obtenus en Angola puis en Guinée. L'exemple le plus récent est représenté par le consortium SMB Winning pour le gisement de très haute qualité de Boké en Guinée, prévu pour atteindre un palier de production maximale en 2025. Dirigé de fait par le géant chinois de l'aluminium Hongqiao, ce groupe rassemblant un logisticien local, le port de Yantai et l'armateur singapourien Winning investira jusqu'à 3md USD dans les infrastructures minières et annexes et exploitera directement la mine géante dont le produit sera exporté en quasi-totalité vers la Chine. Il est la preuve de la volonté chinoise d'augmenter la production captive de minerai pour moins dépendre de ses fournisseurs australiens et brésiliens.

► Deuxième métal utilisé dans le monde – en particulier pour sa conductivité – le **cuivre** est également devenu une spécialité de l'industrie de transformation chinoise. La montée en gamme de cette industrie avec l'installation de nouvelles fonderies domestiques est visible : les importations de cuivre raffiné (3,2m T) ont baissé de 7% en 2019 quand celles de minerai concentré (22m T) augmentaient de 22%. La Chine représente 40% de la demande mondiale de minerai de cuivre. Le Chili et le Pérou précèdent la Chine dans les statistiques mondiales de production et la République Démocratique du Congo, l'Australie et la Zambie possèdent des réserves. Au rythme actuel d'extraction, le stock mondial connu n'offre que des perspectives limitées, donnant à la récupération un rôle plus crucial pour le cuivre (plus d'1/3 de la production) que pour les autres métaux d'usage courant. Gravement affectés par la demande chinoise, les cours du minerai ont affiché une chute spectaculaire (-7,5%) depuis le début de l'épidémie de Covid-19.

Outre les participations du groupe « polymétallique » Zijin Mining, en particulier dans la mine érythréenne de Bisha et sur le projet serbe de Timok, les actions extérieures des acteurs chinois comprennent celles de Jiangxi Copper, opérateur historique de l'époque de Deng Xiaoping, aujourd'hui diversifié, présent en Afghanistan et en Albanie. Jiangxi devrait – malgré l'épidémie récente qui ralentit les pourparlers – entrer au capital du canadien First Quantum Minerals dont les ventes des mines de Zambie sont pour 37% destinées à la Chine. Minmetals, conglomérat emblématique des métaux non-ferreux et terres rares, collabore avec Jiangxi Copper dans l'exploitation du gisement de cuivre de Galeno au Pérou. Autre acteur « africain » de Chine, le groupe Jinchuan opère deux mines en RD du Congo et une en Zambie.

► En raison de ses nombreux usages, l'**aluminium** a acquis une place de choix dans la galaxie des métaux non-ferreux. Acteur mondial incontournable, la Chine produit près de 60% de ce métal. La crise récente du coronavirus a déterminé un effondrement des prix de près de 10%. La surcapacité structurelle constatée depuis plusieurs années est entretenue en Chine par les autorités locales. China Hongqiao, basé dans le Shandong, est devenu le premier producteur mondial devant le russe Rusal, talonné désormais par Chalco, société d'état profondément restructurée et la société de Chine du sud Xinfu. A la base de la production, le minerai de bauxite se trouve en majorité dans le bassin caraïbe, sur le pourtour du golfe de Guinée, en Australie, Inde et Indonésie. N'exploitant pas au maximum son minerai local, de pauvre qualité, et souffrant de blocus intermittents de la part de l'Indonésie et de la Malaisie, la Chine a visé depuis plusieurs années non pas le premier pays producteur (l'Australie) mais celui ayant les réserves les plus conséquentes, la Guinée. Hongqiao a constitué le groupe SMB Winning – déjà cité dans le domaine du fer – tandis que le major d'état Chalco (Chinalco) s'intéresse au grand gisement de Simandou et aux réserves de la zone de Boffa. TBEA, autre groupe chinois privé diversifié, s'est engagé à investir 2,9md USD sur le bloc Santou. Ces installations minières intégrées comprennent non seulement des raffineries annexes capables de produire l'aluminium sur place mais les infrastructures de transport pour l'exportation, voies ferrées et ports en eau profonde comme Boké, appelé à devenir une escale majeure polyvalente de la côte occidentale africaine. Rien de tel chez les grands pays producteurs de la zone Asie du sud-est, où les acteurs chinois – contraints par leur gouvernement – s'engagent seulement au coup par coup sur la formation des cadres locaux dans les

processus de fabrication de l'aluminium et la construction de fonderies. En 2019, la Chine a importé un record de 100m T de bauxite, 22% de plus qu'en 2018 et 2 fois plus qu'en 2016.

► La Chine est également le premier (et l'un des plus anciens) producteur mondial de **zinc**, quatrième métal produit dans le monde, utilisé dans le processus de galvanisation. Si la production atteint des records après des années moroses de surproduction, une forte variation des importations de minerai est intervenue en 2019 (-21%) à cause de la baisse de la production du Myanmar voisin. Mexique et Pérou dominent dans le domaine de la qualité du minerai, toujours associé à celui de cadmium et extrait en parallèle avec celui-ci, mais les extracteurs chinois semblent s'être intéressés plutôt aux gisements de l'arctique canadien.

► Le pays est autosuffisant en minerai de **plomb** mais en importe encore pour des raisons stratégiques. Il représente la moitié de la production mondiale totale et ses rares entreprises, non-encore mondialisées, assistent pour l'instant en spectateurs à la montée en puissance de l'Australie, qui détient les plus grandes réserves connues. Proche du plomb par son aspect, le **molybdène** se trouve associé au cuivre dans nombre de gisements. La Chine est l'un des premiers producteurs derrière le Chili aux côtés des Etats Unis et du Pérou. Utilisé dans les alliages d'acier et dans l'industrie pétrolière comme catalyseur, ce métal au marché assez réduit est sujet à des fluctuations de demande très importantes. China Molybdenum, producteur « polymétallique » de rang mondial, opère en RD du Congo la plus grosse mine de cuivre du pays, Tenke Fungurume, et a pris de telles positions par acquisitions hors de Chine (dans les phosphates, le niobium, le tungstène, le cobalt) qu'il dérive 85% de son chiffre d'affaires de ses opérations extérieures.

► La production d'**étain**, encore éclatée en Chine entre de nombreux acteurs de taille moyenne, est basée pour partie sur le minerai de Malaisie, d'Indonésie et de Namibie. La RD du Congo et le Nigéria, premiers producteurs sur le continent africain, restent négligeables dans les statistiques chinoises. L'histoire de l'étain indonésien, succession d'affrontements avec la Chine et ses sociétés secrètes intervenant à partir du milieu du XIXe siècle pour s'accaparer le minerai, est représentative d'un temps passé toujours susceptible de revenir à la surface dans les périodes de pénurie.

► Le **chrome**, déjà utilisé pour renforcer la pointe des flèches et des lances de l'armée de Qin Shihuang au IIIe siècle av.J.C., provient quant à lui en majorité d'Afrique du sud et du Kazakhstan ; il fait aujourd'hui l'objet d'importations massives de la part des industriels chinois spécialisés en aciers inoxydables. Transformé en Chine, le minerai est acheté à bas prix et pour plus de la moitié des besoins à l'Afrique du sud, dans un schéma de dépendance croisé rarement favorable au pays producteur.

► Autre métal non-ferreux de premier ordre (associé au fer et au cuivre dans certains gisements), le **nickel** est crucial pour la fabrication d'alliages performants d'acier, dont la Chine est le premier producteur. Australie, Canada, Indonésie, Philippines et Russie concentrent la majorité de la production minière bien qu'une extraction domestique chinoise existe. Derrière Norilsk, Vale et BHP, Jinchuan – également engagé dans l'exploitation du cuivre et du cobalt – est le principal acteur chinois, et donc la victime principale de l'interdiction d'exportation décidée à nouveau en janvier 2020 par l'Indonésie. Très décrié en RD du Congo, Zhejiang Huayou Cobalt sécurise ses approvisionnements en détenant 58% et finançant 70% d'une grosse fonderie de nickel aux Célèbes.

Malgré la guerre commerciale, la Chine n'a pas réduit significativement ses achats de minerai, bien que le ferronickel entre dans la fabrication d'équipements exportés vers les Etats Unis. En revanche, les cours du métal se sont effondrés, affectant en premier lieu la Nouvelle Calédonie, 5^e producteur mondial, dont la Chine est le premier client. L'épidémie de coronavirus risque de constituer une double peine, preuve de l'empreinte croissante de la Chine dans la zone. Zimbabwe et Madagascar sont également des fournisseurs importants de minerai de nickel.

► En tête de la production mondiale de **titane** devant l'Australie, l'Afrique du sud et l'Inde, la Chine n'a pour l'extraction du minerai de ce métal qu'un leadership relatif et provisoire. Utilisé pour sa rigidité dans les pièces d'usinage fin, le titane peut être considéré comme stratégique dans la fabrication de machines de précision et pièces, produites par un ensemble d'entreprises petites et moyennes dont la mondialisation se limite à l'exportation directe.

Les pierres et métaux précieux : un attrait millénaire

► La valeur vénale de l'**or**, due à son inaltérabilité et l'attrait particulier qu'il exerce traditionnellement sur les Chinois, explique l'activité déployée par ses entreprises dans la recherche et la transformation du métal jaune. La rareté constatée des réserves et les nouveaux usages industriels de l'or ont encore nourri cet appétit. Dans le récent développement à l'international de la Chine, la recherche d'or rassemble un faisceau de réussites indéniables et de ratages retentissants, ces derniers étant souvent le fait d'acteurs semi-individuels incontrôlés partis le piolet à l'épaule comme aux plus beaux temps du Klondike. Premier producteur mondial, la Chine communiste qui avait d'abord confié le sous-secteur à son armée a su le réorganiser pour y faire voisiner – comme souvent – des groupes d'états rigides (China National Gold Group Corp.) et des entreprises « privées » comparables dans leur comportement à leurs concurrents occidentaux tel Zijin Mining, premier acteur sur ce marché (cf. la présentation de ce groupe qui suit cet article). Assis sur une production domestique importante et très ancienne, tous se sont lancés sur les chemins de l'international, Shandong Gold rachetant par exemple 50% du canadien Barrick dans la mine de Veladero en Argentine ou Fosun prenant 15% du premier producteur russe Polyus. La méfiance vis-à-vis des investisseurs chinois a rendu impossible à l'été 2018 l'acquisition pour 1,5md USD de la première mine indonésienne par l'opérateur Penxing International Mining et l'exemple des manifestations violentes anti-chinoises d'août 2019 au Kirghizistan est significatif. Malgré les efforts de rationalisation, l'éparpillement du secteur subsiste avec ses conséquences politiques parfois dommageables.

► L'**argent** est apprécié depuis aussi longtemps que l'or ; sa présence en Chine a toujours été importante, des échanges très anciens avec le Japon jusqu'à sa généralisation monétaire au XVIe siècle, fruit du commerce bilatéral avec l'Amérique espagnole et du galion de Manille. Inondée par l'argent des Andes, la Chine l'a thésaurisé tout en s'intéressant à son exploitation en tant que minerai. Mexique, Pérou et Bolivie sont dans l'ordre les trois premiers pays miniers mais seulement 40% du minerai proviennent de mines d'argent, quand 20% viennent de mines de zinc et 10% des mines d'or, ce qui replace la Chine en 3^e position pour la production d'argent métal.

Aggravant en cela la tendance mondiale générale, l'utilisation industrielle de l'argent par la Chine a marqué une forte baisse depuis son pic de 2014 et la demande de minerai a plafonné. La découverte dans la région autonome de Mongolie d'un gisement très important au début de 2018 a encore poussé les prix à la baisse. China Polymetallic, actif dans l'extraction de minerais de plomb, zinc et argent, est l'un des principaux groupes présents sur le segment de l'argent avec une partie de ses activités localisée au Myanmar.

► Le **platine** et ses métaux associés le **palladium** et le **rhodium** forment un ensemble exceptionnel par l'intensité de la spéculation dont ils ont récemment été l'objet. Si le platine de joaillerie, particulièrement apprécié par les femmes natives d'extrême orient à cause de l'accord de sa teinte avec leur peau, a toujours été thésaurisé, ses métaux associés à usage industriel ont vu leur cours s'envoler de manière excessive, le palladium puis tout récemment le rhodium devenant les plus chers de tous les métaux. Catalyseur efficace, ces deux derniers sont utilisés dans l'industrie pétrolière, la fabrication d'instruments médicaux et de condensateurs pour l'électronique, mais il sont surtout devenu indispensables à l'industrie automobile pour filtrer les rejets de particules fines et stocker l'hydrogène pour les piles à combustible. La Russie (Norilsk Nickel) et l'Afrique du sud exploitent la majorité des ressources mondiales, et la Chine achète donc une part croissante de ses besoins à ces pays dont elle est partenaire dans le cadre des BRICS.



« L'or a un prix, le jade n'en a pas » : l'aphorisme traditionnel n'a plus trop cours de nos jours mais symbolise l'attrait des Chinois pour les pierres précieuses et semi-précieuses, qui jouent le même rôle de placement que l'or mais dont l'usage industriel est également croissant.

► Le jade issu de la jadéite (vert, contrairement au jade traditionnel impérial de néphrite de couleur laiteuse des monts Kun Lun exploité sous les premières dynasties), les rubis et les saphirs proviennent en grande partie du Myanmar et font l'objet d'un trafic actif souvent illégal. Extracteurs et négociants chinois sont généralement de très petites entreprises.

► Les **diamants** acquis par les Chinois (hormis ceux de petite taille extraits depuis 1940 de dépôts alluvionnaires domestiques) proviennent sans surprise d'Afrique du sud puis du Zimbabwe, où le groupe Anjin est revenu après avoir été expulsé par le président Mugabe. La crise du coronavirus a fortement affecté les ventes mondiales, dont la Chine représente 15%, et de Beers annonce 35% de baisse de son chiffre d'affaires semestriel. Anecdote, certains laboratoires chinois comme Changsha Hengfeng produisent des diamants de synthèse de qualité tout à fait remarquable.

► Une place particulière revient enfin au **graphite**, allotrope du carbone comme le diamant, dont les couches superposées appelées graphènes ont une résistance, une souplesse et une conductivité exceptionnelles qui permettent nombre d'applications d'avant-garde, en particulier dans le domaine de la transmission quantique. Le graphite se trouve en grande quantité à faible coût dans le monde entier mais l'extraction du graphène est complexe et onéreuse. La Chine s'est positionnée sur ce minerai, en particulier à Madagascar par la prise de participation de Tianye dans un projet australien.

Terres rares et engrais : du monopole à la dépendance

► Les **terres rares** transformées en Chine donnent lieu à une littérature abondante mettant en avant la politique délibérée d'assujettissement du monde pratiquée par le gouvernement de Pékin dans ce secteur stratégique. Regroupant des métaux aux propriétés voisines comprenant le scandium, l'yttrium et 15 lanthanides comme le néodyme et le samarium, ces terres rares sont produites à 90% par la Chine et la Corée du nord, même si moins de 80% d'entre elles sont extraites du sous-sol de ces deux pays. Le retard pris dans le secteur par les autres acteurs-consommateurs mondiaux (en grande partie de leur propre fait, par abandon d'exploitations existantes jusqu'au début des années 1990) les condamne pour encore de nombreuses années à subir le diktat chinois en matière de prix et de disponibilité. Malgré leur utilisation dans des produits finis sophistiqués et stratégiques, les terres rares représentent un marché de taille très inférieure à celui de bien des métaux (9 à 10md USD au total) et il reste à souhaiter que les épisodes d'embargo comme celui intervenu au détriment du Japon au début de 2010 se raréfient le plus possible. Assis sur le plus gros gisement mondial à Bayan Obo, China Northern Rare Earths Group fait partie des majors nationales dont le chiffre d'affaires dépasse 1 md USD et la capitalisation 7md USD.



*Bayan Obo, Mongolie Intérieure :
la plus grande mine de terres rares au monde*

Réalisant que les besoins de son industrie lui demandent également de jouer un rôle d'importateur, La Chine a entamé une stratégie d'expansion internationale. Intégrée verticalement, la société Shenghe Resources a dès 2013 mis un pied en Australie avant de s'installer à Madagascar en 2015 et au Groenland en 2017 et en devenant actionnaire minoritaire du consortium exploitant la mine de Mountain Pass en Californie. Les blocages par les gouvernements américain et australien de tentatives d'acquisition par CNOOC et China Non Ferrous Metals Mining se sont multipliés par la suite.

► Autre élément stratégique de la nouvelle industrie électrotechnique, le **lithium** a fait l'objet depuis plusieurs années de convoitises croisées et d'une concurrence sévère. La Chine est le 4^e producteur de minerai, loin derrière le Chili, l'Australie et l'Argentine, mais s'est lancée à l'assaut de la ressource sur tous les fronts pour approvisionner son industrie de nouvelles technologies. Ainsi, sur la seule année 2018, Tibet Summit Resources prend le contrôle du producteur canadien Lithium X en avril, Jiangxi Ganfeng prend une part de l'exploitant argentin Minera Exar en août et Tianqi achète pour 4 md USD 24% du major chilien SQM en décembre malgré de grosses difficultés et mettant en péril ses équilibres financiers. En septembre 2019, le fabricant de batteries CATL prend une part de l'exploitant Pilbara en Australie. L'effondrement actuel des cours du minerai risque de redessiner une partie de l'industrie, y compris extractive, de ce métal.

► Tendance au monopole moins évidente sur le marché du **cobalt**. Ce matériau résistant à la corrosion, utilisé dans les alliages pour turbines à gaz ou dans les électrodes d'accumulateurs et les aimants, a des usages industriels multiples assez proches de ceux du lithium mais reste intimement lié à la Chine à laquelle il a donné la couleur bleue incomparable de ses porcelaines. La production du minerai est accaparée par la République Démocratique du Congo, mais la Chine fournit plus de 80% du cobalt raffiné. Très présents en RDC, les fabricants chinois guettent la moindre occasion, comme Chengtun Mining sur le projet Kalongwe, mais la volatilité extrême du marché fait reculer les plus hardis comme Huayou qui a récemment annulé une prise de participation à cause de la chute des cours. Le géant suisse Glencore, premier producteur mondial avec 35% du minerai, reste le maître et signe des contrats à terme à sa main avec les raffineurs et fabricants de batteries chinois.

► Outre son intérêt dans certains alliages d'acier, le **manganèse** est un métal polyvalent utilisé dans les piles et batteries, mais également pour les pesticides et les engrais. Très gros consommateur de cet élément – en particulier pour les rails de chemins de fer – la Chine est dans le peloton de tête des producteurs mondiaux avec l'Afrique du sud, l'Australie, le Gabon et le Brésil, et participe au contrôle du marché mondial par ses implantations au Gabon (Compagnie Industrielle et Commerciale des Mines de Huazhou, filiale de Citic Dameng). Premier producteur de manganèse électrolytique fini, Ningxia Tianyuan sécurise ses approvisionnements par des contrats à terme en Afrique du sud et au Ghana.

► Objet d'une littérature parfois hystérique, le minerai de **coltan**, dont le monde a appris l'existence avec celle des téléphones portables de 2^e génération, contient du niobium (ou colombium) et du tantale, éléments conducteurs froids utilisés pour la fabrication du meilleur compagnon de l'homme moderne. Son exploitation sauvage aux relents de destruction massive de l'environnement et de la dignité humaine est pratiquée en RD du Congo, mais si ce pays en possède les plus grandes réserves, il n'extrait que 5% de la production mondiale et l'implication directe de groupes chinois dans son exploitation n'est pas prouvée au-delà de leur rôle d'acheteurs.

► Enfin, l'extraction de **phosphates** et de **potasse** à usage d'engrais connaît une évolution erratique. Alors que la Chine faisait montre il y a encore dix ans d'un appétit logique pour cette base chimique d'engrais pour son agriculture, la chute des cours a déterminé un reflux global. Le fonds souverain CDC est sorti sans crier gare du numéro un mondial, le russe Uralkali. Le Canada reste le premier producteur de potasse et la Chine le premier consommateur, mais elle n'est réellement présente que dans l'industrie chimique de transformation intermédiaire, cherchant des débouchés extérieurs pour ses engrais transformés ou signant des contrats de financement et de construction d'infrastructures guidés par des intérêts politiques bien compris, tel le projet de Slavkali en Belarus ou des investissements de soutien comme celui de State Development & Investment Corp Mining en Jordanie. En matière de phosphates, la Chine continue à exploiter les gisements de son propre sol et devrait profiter du resserrement de ses relations avec le Maroc, nouveau numéro un mondial devant les Etats Unis. Il est probable que l'accumulation de problèmes de pollution des sols et des nappes phréatiques détermine un retrait significatif des industriels chinois de l'ensemble du secteur.

Dépendance croisée aux importations de minerais (2018)			
Relations avec les principaux pays partenaires			
Part de la Chine dans les exportations du pays en %		Montant des importations chinoises en m USD	
Erythrée	100,00	Australie	53 689
Guinée	99,96	Brésil	19 329
Rwanda	96,52	Pérou	11 744
Arménie	93,70	Chili	10 861
Monténégro	89,99	Afrique du sud	8 167
Mauritanie	88,37	Mongolie	2 696
Albanie	85,12	Indonésie	2 637
Bolivie	84,03	Mexique	2 588
Jamaïque	80,46	Inde	2 453
Pérou	77,19	Guinée	2 245
Tadjikistan	73,13	Iran	2 034
Kenya	70,84	Canada	1 843
Burundi	69,52	Russie	1 654
Burkina Faso	61,14	Philippines	1 619
Côte d'Ivoire	53,00	Kazakhstan	1 607
Australie	51,09	Turquie	1 595

Source : WITS (Banque mondiale)

L'extraction minière, performance confidentielle et conquête déterminée

Dans le domaine des ressources minières, la stratégie de la Chine est en partie dissimulée. Pékin n'a pas encore adhéré à la *Global Reporting Initiative*, dont l'objet est d'inciter les États à davantage de transparence, notamment dans la gestion de leurs ressources, mais aussi les entreprises dans la déclaration de leurs performances économiques, environnementales et sociales. Selon un rapport publié en 2018 par le Bureau du représentant américain au commerce (USTR), la Chine continue, aujourd'hui encore, "d'imposer des restrictions aux exportations de métaux, malgré (...) les engagements pris lors de son accord d'adhésion" à l'OMC. Si l'on ne peut rien attendre de positif des commentaires américains, il apparaît que grâce à ses positions acquises hors de son territoire, la Chine cherche une domination totale et pilote ses entreprises publiques comme privées vers cet objectif en sauvegardant les richesses de son territoire. La

Chine absorbe 40% de la demande de tous les minéraux et métaux et ce chiffre reste orienté à la hausse. Elle importe chaque année pour plus 100md USD de minerais métalliques de base, 30% du zinc, 25% du plomb, 22% du cuivre ; il n'est donc pas étonnant qu'elle soit le responsable principal de la baisse du prix des matières premières au cours de la décennie écoulée. Cette présence écrasante lui a permis de faire éclore 12 des 40 premières sociétés minières du monde (selon PricewaterhouseCoopers). Depuis l'acquisition en 1998 de la mine de cuivre de Chambishi en Zambie, la progression a été foudroyante ; elle n'est sans doute pas terminée, malgré ou à cause de la maturité acquise par les acteurs nationaux. Plusieurs 'entre eux ont recherché et acquis un savoir-faire polyvalent sur un spectre transversal de nombreux métaux et minerais, et leur stabilité s'en est trouvée accrue.

Il reste à accomplir quelques efforts de rationalisation pour réduire le trop grand nombre d'intervenants chinois dans le secteur. Si la production et la gestion domestiques chinois restent sous l'égide du Ministère des ressources naturelles (自然资源部), 14^e par rang de préséance dans les ministères du gouvernement, le développement à l'international s'opère sous le contrôle de la Commission pour le Développement et la Réforme, ex-Commissariat au Plan.

Pékin veille aux développements futurs dans le domaine et se positionne en particulier dans l'exploitation des nodules polymétalliques couvrant le fond des océans. L'International Seabed Authority, créée par la Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) a signé 30 contrats avec des gouvernements, instituts de recherche et organismes commerciaux, parmi lesquels 5 l'ont été avec des parties chinoises, ce qui fait dire à Michael Lodge, son secrétaire général que la Chine sera très certainement parmi les premiers pays à démarrer cette exploitation.

Ingénierie, transport et commerce, vecteurs de croissance

L'intégration verticale des métiers miniers a évolué rapidement. Si les métiers industriels situés en aval se sont développés en parallèle, la fourniture des minerais a participé à leur croissance spectaculaire. Sur la période récente, les importations de métaux raffinés (cuivre, nickel, zinc et plomb) ont tendance à baisser mais celles des matières premières destinées à les fabriquer se stabilise, preuve de la capacité domestique grandissante de l'industrie de première transformation.

La technologie de base de l'extraction a suivi une courbe d'apprentissage hyperbolique. Les équipements utilisés dans les mines contrôlées sont de plus en plus originaires de Chine et leur sophistication et leur robustesse les placent en bonne position sur le marché international. Les spécialistes comme Shibang Machinery proposent des broyeuses et convoyeurs sur mesure quand les géants de l'équipement de chantier couvrent déjà le monde de leurs excavatrices et véhicules de transport lourds ; les trois frères ennemis de la profession, Sany, Zoomlion et XCMG ont fait baisser les prix des équipements (à l'exportation) aussi sûrement que la demande chinoise fluctuante à fait baisser ceux des matières premières. Tout aussi significative est l'intégration verticale de groupes d'extraction et de raffinage comme China Nonferrous Metals Mining (CNMC) qui créent leurs filiales de construction d'équipements spécialisés. Les infrastructures annexes (viabilisation des accès, construction, assainissement, etc.) sont également des opportunités pour les conglomerats chinois de travaux publics ; des associations surprenantes peuvent ainsi naître comme celle entre le privé canadien Thor Explorations détenteur de la licence d'exploitation du placier d'or de Segilola au Nigeria et son contractant Norinco, groupe public chinois d'aviation et d'ingénierie lié à l'Armée de libération du peuple.

L'innovation s'applique en priorité sur les secteurs les plus porteurs. L'Institut de Recherche sur la Structure de la Matière du Fujian a publié en mai 2019 un nouveau procédé d'extraction des terres rares à partir du minerai raccourcissant la durée de traitement de plusieurs jours à 20 minutes en utilisant des produits beaucoup moins polluants. Très en avance dans ce domaine particulier, la Chine a déposé 3 fois plus de demandes de brevets que les Etats Unis pour l'exploitation des terres rares. Pour l'exploitation sous-marine sensée apporter au secteur un nouveau souffle, le chantier naval Mawei Shipbuilding a livré (sur les plans du canadien Nautilus Minerals) un navire foreur spécial chalutant la ressource sur la côte de Papouasie Nouvelle-Guinée, ce qui semble de bon augure pour un développement rapide de cette activité.

La manipulation et le transport du minerai en vrac ont donné naissance à un écosystème d'infrastructures technologiques. L'importance du transport maritime (70% du minerai de fer importé est par exemple acheminé par mer) a participé au développement de la construction navale chinoise ; Le chantier de Beihai à Qingdao s'est fait une spécialité de la construction de VLOC (Très grands cargos de vrac minéralier), livrés à des clients divers dont les majors mondiaux comme Vale. Motorisés au gaz liquéfié, ces vraquiers de charge équivalente à 6.700 wagons de chemin de fer peuvent accomplir 25.600 miles nautiques avec un plein de carburant. A côté de ces géants, un constructeur chinois propose des mini-vraquiers polyvalents opportunistes en acier léger et au faible tirant d'eau pouvant naviguer en pleine mer et sur les voies navigables principales. Transporteurs maritimes et ferroviaires chinois bénéficient du secteur minier en plein essor.

L'importance prise par l'industrie minière chinoise et son secteur induit connaît son achèvement ultime dans l'implication de ses acteurs et superviseurs dans l'établissement et la négociation des prix mondiaux. Les bourses des matières premières de Shanghai et Qingdao ont acquis une place enviable de référence à l'international, en particulier pour les métaux industriels, métaux de base et précieux. Le poids de la Chine dans toute la filière des minerais la place aujourd'hui dans la situation délicate du leader menacé, en particulier par le contexte de la crise géo-économique du coronavirus, et l'ensemble du secteur pourrait connaître des bouleversements majeurs.

Initiatives et menaces

L'initiative *Belt & Road* a impliqué le secteur minier comme tous les autres secteurs de l'économie chinoise mondialisée. Les groupes miniers d'état ont les premiers tracé des plans d'expansion hors des frontières le long des axes ouverts par l'initiative. China National Gold Group et ses confrères ont clairement choisi comme leur premières cibles la Mongolie puis l'Asie centrale proche avec comme outil de pénétration leur technologie éprouvée de forages dans des terrains difficiles. L'Afrique reste également une destination privilégiée. Selon le ministère des ressources naturelles, la Chine a déjà signé 230 contrats avec les agences, instituts et universités géologiques de 63 pays.

Annoncé début 2015, le plan « *Made in China 2025* » fait en revanche une place minime au secteur des minerais. Parmi les dix secteurs-clé de développement sur lesquels doivent se concentrer les efforts de l'économie chinoise, il est possible de citer celui des nouveaux matériaux, objet de recherche fondamentale à partir d'éléments minéraliers.

Les accusations de sujétion de certains pays par le biais de la dette sont particulièrement fréquentes dans le domaine minier. Elles ne sont pas toutes fondées : l'importance des prêts chinois privés ou publics à des entités ou projets sud-africains ne peuvent ainsi pas être rassemblés dans une seule stratégie cohérente au vu de leur diversité. Si 85% de la valeur des exportations sudafricaines à destination de la Chine provient des minerais et métaux précieux, il est assez logique que les opérateurs locaux soient soutenus dans le développement de leur production par des prêts de leurs acheteurs. Tout est question de proportion ; la « modalité angolaise » de ressources contre infrastructures fait de plus en plus long feu dans les pays d'Afrique et se transforme en prêts de gouvernement à gouvernement à taux concessionnels, parfois pour des montants exorbitants. Un exemple caricatural est la Guinée, dont les lignes autorisées dans les livres des banques d'état de Pékin dépassent deux années et demi de produit national. Cette générosité intéressée pour les prêts remboursables en matières premières est directement liée à la richesse du sous-sol guinéen en bauxite et en fer.

Plus préoccupants en matière d'image sont les réactions populaires dans certains pays vis-à-vis de la présence chinoise dans le secteur minier, principalement de trois sortes : i) plaintes vis-à-vis de conditions de travail et de rémunération humiliantes, au Congo et en Zambie en particulier, ii) remise en cause par des fermiers d'achats de terres déjà effectués pour la prospection comme à Madagascar pour la mine d'or de Soamahamania, finalement abandonné, ou resserrement des politiques gouvernementales en matière d'exploitation minière suite à des excès de zèle d'opérateurs chinois, comme dans le secteur aurifère au Cameroun iii) protestations contre la destruction du milieu naturel, pollution et déforestation, catégorie sans doute la plus orchestrée grâce à la caisse de résonance de groupes activistes internationaux adossés aux médias. De la destruction des plages du Mozambique pour l'extraction d'un minerai trouvé dans le sable au saccage d'une forêt du Ghana abritant deux espèces uniques de papillons par l'exploitation prévue d'un filon de bauxite, les environnementalistes font flèche de tout bois. Si la rareté et la dispersion de ces manifestations les rendent gérables, la récente campagne écologiste contre la future exploitation par la Chine des nodules polymétalliques sous-marins (nickel, cobalt, cuivre et manganèse principalement) est plus préoccupante car elle est à forte connotation politique – la Chine ayant réussi à sécuriser la première place des permis d'exploitation – et concerne un secteur où les investissements de démarrage sont très importants. La Chine espère pouvoir compter sur certains alliés – tels le Japon – intéressés comme elle à exploiter cette ressource susceptible de doubler l'espérance de production avant épuisement des réserves mondiales de ces minerais (80 ans au lieu des 40 ans actuels estimés).

Dans ce dernier domaine comme dans d'autres, le marché peut naître de l'obstacle et l'initiative contrecarrer ou précéder la menace. L'application de techniques d'extraction et de transport bas carbone avec une énergie renouvelable est étudiée de près par les chercheurs chinois et des projets comme celui de la mine d'hématite (fer à haute teneur) de la péninsule d'Eyre en Australie du sud sont soutenus technologiquement et financièrement par China Railways, très en avance dans ce secteur des technologies vertes.

Christophe Granier, CCE France

Les groupes chinois mondialisés

Zijin Mining, un leader de la Belt & Road Initiative

Fondé à Xiamen en 2000, Zijin Mining Group est un des plus grands groupes miniers chinois. Il est dirigé par Chen Jinghe, un ingénieur qui fut dans les années 1980 le principal organisateur de l'exploration de la mine Zijinshan, la plus grande mine d'or et de cuivre à ciel ouvert de Chine. Zijin Group se spécialise dans la prospection et l'exploitation d'or, de cuivre et de zinc.



Doublement coté à la bourse de Hong Kong et de Shanghai, le groupe est le premier producteur d'or et le troisième producteur de cuivre de Chine. Il se situe à la 14^{ème} place des entreprises minières mondiales de métaux non ferreux. Les projets de Zijin se répartissent dans 18 provinces et 11 pays

étrangers. Il possède 8 mines de production à l'international dont font partie la mine d'or de Porgera (Papouasie-Nouvelle-Guinée), la mine de cuivre de Kolwezi (République Démocratique du Congo) ou encore la mine de zinc de Tuva (Russie).

Projection à l'international

En 2014, Zijin Group formule des objectifs stratégiques pour le nouveau cycle de son développement commercial : il souhaite égaler les meilleurs mineurs internationaux d'ici 2030 en misant sur l'internationalisation du groupe et le développement de projets externes comme nouveaux moteurs de sa croissance future. A partir de 2018, « le socialisme aux caractéristiques chinoises pour une nouvelle ère » de Xi Jinping pousse davantage Zijin Group à œuvrer pour son internationalisation.

Implantation européenne récente : En 2018, la société débourse plus d'1,4md USD pour acquérir une mine de cuivre en Serbie après avoir pris une participation majoritaire dans la plus grande fonderie de cuivre du pays. Le rachat de la société RTB Bor, consortium national serbe déficitaire depuis plusieurs années, et la reprise de sa dette de 200m USD permettent de conserver 5000 emplois en Serbie. Cette initiative suit la dynamique de rapprochement entre Pékin et Belgrade (accord de coopération de 2009, sommet 16+1 de 2014). L'Europe était le seul continent sur lequel Zijin ne s'était pas encore établi.

Inscription dans la Belt & Road Initiative : Les projets de Zijin Group se développent partout dans le monde depuis les années 2010.

- **En Afrique** avec l'augmentation de sa participation dans Ivanhoe Mines et de ses intérêts dans Kamo-a-Kakula en RDC, la plus grande mine de cuivre d'Afrique et la quatrième mondiale, et avec le rachat de Nevsun Resources comptant parmi ses actifs la mine de Bisha en Érythrée, classée parmi celles avec la plus forte teneur en cuivre du monde.
- **En Amérique Latine** avec le rachat de Continental Gold pour 1,3md CAD afin de sécuriser le projet aurifère de Buritica en Colombie.

Démarcation face à ses deux rivaux, Zhaojin et China Gold

- Un groupe d'envergure bénéficiant d'une bonne image à l'étranger

Parmi les entreprises chinoises œuvrant dans l'investissement minier, Zijin est considéré comme le groupe le plus proche du secteur privé avec seulement 26,3% de ses parts détenues par le gouvernement. Cette image lui confère un avantage comparatif en ce qui concerne l'achat d'actifs étrangers. Parmi les trois producteurs d'or soutenus par l'Etat, Zijin Group est celui réussissant à décrocher le plus de contrats hors de Chine : de 2010 à 2018, le groupe dépense 7,9md CNY dans 13 transactions, c'est-à-dire plus du double du montant investi dans les mines nationales chinoises (3,3md CNY).

- Un groupe qui prend des risques

Zijin a profité de la baisse des prix de l'or et d'une période d'accélération de cession d'actifs chez les mineurs internationaux pour accroître ses acquisitions, grâce à des coûts d'emprunt faibles et en réduisant au maximum les coûts de production. Ses rivaux Zhaojin Mining Industry et China National Gold Group, cotés à la bourse de Hong Kong, n'ont pas pris les mêmes risques que Zijin qui a un bilan plus important lui permettant de mettre la main sur les grands projets de qualité.

La capitalisation boursière de Zijin s'établit à 73md HKD tandis que ses deux concurrents plafonnent bien plus bas : 7md HKD pour China Gold et 22md HKD pour Zhaojin. Cette dernière se concentre sur sa production nationale avec la mine d'or de Zhaoyuan, l'une des plus vastes du pays. Au contraire, Zijin voit la production de son projet principal de Fujian diminuer. Le groupe compte sur son sens du timing pour s'engager dans des projets à hauts risques, en Amérique latine ou en Afrique.

Comité France Chine

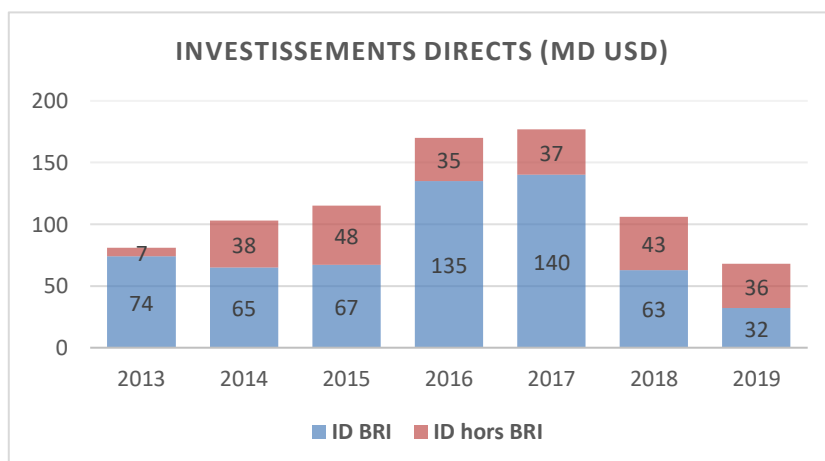
Bilan infographique

Les investissements et les contrats chinois à l'étranger continuent leur reflux

L'apogée semble déjà loin. Les investissements directs à l'étranger et les grands contrats d'infrastructure des sociétés chinoises hors de Chine montrent depuis 2017 une tendance baissière très nette, leur montant cumulé revenant en dessous de celui atteint en 2013. De nature fondamentalement différente, ces deux éléments représentent cependant en commun des indices visibles de l'influence internationale de la Chine et leur évolution est donc scrutée en parallèle par les spécialistes.

Les données du China Global Investment Tracker de l'American Enterprise Institute ont un mérite. A l'inverse des chiffres officiels du Ministère du Commerce chinois, leurs critères de sélection n'ont pas varié au cours des sept dernières années et ils offrent donc une vue à périmètre constant. Ils ont aussi leurs insuffisances : ils ne retiennent que les montants unitaires supérieurs à 100k USD et – au vu de leur parrainage par le cercle de réflexion Heritage – pourraient être teintés d'a priori politiques. La Lettre de la Chine hors les murs a pour coutume de les choisir comme repère annuel de pénétration chinoise dans les pays du monde.

Après de nombreuses années de croissance continue, les flux annuels d'IDE chinois ont vu leur montant cumulé perdre 62% au cours des deux dernières années. La Chine suit en cela une tendance mondiale puisque l'ensemble des IDE au niveau de la planète accuse une baisse liée à la phase de maturité de la mondialisation. Plus surprenante est la baisse de 77% de ces IDE dans les seuls pays de l'initiative « Belt and Road » alors que ceux enregistrés dans les autres pays restent stables.



Plusieurs raisons concourent à cette évolution :

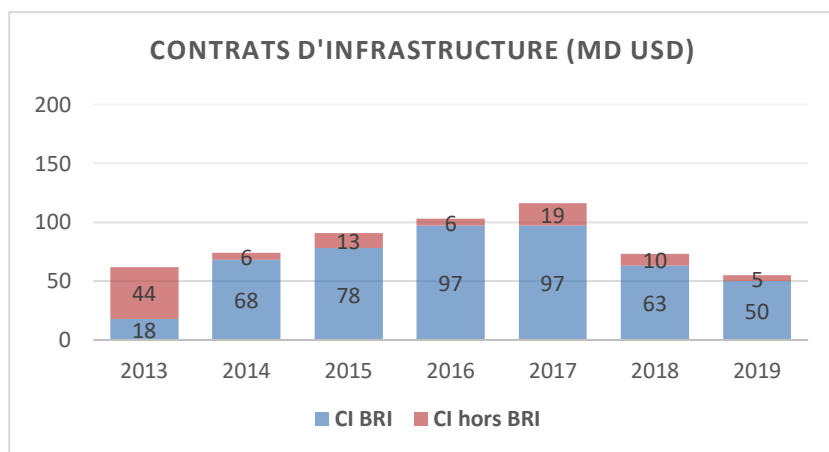
- 1) Fin des très grosses opérations d'acquisition et repli sur des achats ciblés de pépites de taille plus réduite,
- 2) Mesures d'endiguement des tentatives chinoises prises par plusieurs pays à la suite des Etats-Unis,

- 3) Tarissement relatif des capacités propres et ressources d'emprunt utilisées par les groupes chinois, dû en particulier à un resserrement des critères de crédit décidé par les autorités de Pékin dans le domaine.

Ceci posé, les chiffres de ces IDE cachent peut-être d'autres réalités et évolutions qui pourraient être :

- 1) La multiplication de petites participations minoritaires (non répertoriées car de montant parfois faible), en particulier de la part de groupes technologiques (Tencent, Alibaba) dans des start-ups,
- 2) Le transfert de l'initiative d'investissement aux filiales de sociétés chinoises déjà implantées à l'étranger, ne déclarant pas toujours leur parentèle et sortant ainsi du rayon d'investigation. A titre d'exemple, Standard Bank, grande banque africaine dont le siège est en Afrique du sud est contrôlée par International Commercial Bank of China, et investit directement dans des sociétés en Europe et en Afrique.

Loin des grandes opérations à caractère industriel (et signe des temps ?), la plus grosse opération d'acquisition de 2019 concerne le rachat de 79% du capital du géant finlandais du textile et de l'équipement spécialisé Amer Sports par le chinois Anta (5,05md USD)



Baisse un peu moins sensible mais concomitante des grands contrats d'infrastructure obtenus par les sociétés chinoises (-64% par rapport à l'année record 2017 et retour à un niveau inférieur à celui de l'année 2014). Pour la zone BRI, la baisse de 48% paraît très importante même si la tendance semble statistiquement à la stabilisation. Elle constitue un indice de plus de la remise en cause récente de l'initiative et de ses conséquences. A posteriori, il est pourtant évident que l'initiative aura constitué un relais bienvenu de croissance pour l'activité des sociétés chinoises de construction, de travaux publics et d'ingénierie.

Le plus gros contrat d'infrastructure de 2019 (2,3md USD) concerne la construction d'une centrale électrique (thermique) au Bangladesh.

Dans ce domaine des contrats d'infrastructure – où la Chine suit également la tendance mondiale générale – la conclusion effective est critique, plus encore que dans celui des investissements directs, et l'occurrence de retraits, refus et non-réalisations a tendance à augmenter. Les raisons de la baisse de l'obtention de ces contrats sont souvent d'ordre financier, la capacité à rassembler un tour de table suffisant s'amenuisant en temps de crise commerciale et par réflexe d'aversion au risque.

Christophe Granier, CCE France

BRI-Digest



LA BRI VUE DE HANOI

Le Vietnam et les nouvelles routes de la soie : de la résistance au partenariat à respect égal

Après des semaines plongées dans les affres du coronavirus et ses prédictions apocalyptiques, il est peut-être temps, pour se rassurer et de nous projeter dans un monde futur meilleur et d'aborder certaines réalités présentes.

La Chine « usine du monde » va-t-elle se remettre complètement de cette série d'agressions récentes ? Si la décennie précédente a commencé à lui faire perdre une partie de la compétitivité de ses coûts de production, la crise des tarifs avec les Etats-Unis et l'attaque virale récente ne vont pas arranger ses affaires. Un grand nombre de sociétés commencent sérieusement à se dire que concentrer leurs approvisionnements chez le même fournisseur permet certes de négocier ses coûts au mieux mais en même temps, quand la maison brûle plusieurs fois à la suite, il convient de se demander si le principe de sécurité de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier ne serait pas plus judicieux.

Depuis le mois de novembre 2019, des sociétés de plus en plus nombreuses viennent signer des accords de partenariat avec des usines vietnamiennes, établir leurs propres opérations ou augmenter le volume de production au détriment de leur position en Chine. Ces entreprises sont internationales et chinoises bien sûr, la fierté nationale ne résistant pas au knout de l'actionnaire...

La BRI n'en devient que plus stratégique, car la Chine aura de plus en plus besoin de sécuriser ses routes d'approvisionnement et de distribution dans tous les pays partenaires.

Et le Vietnam dans tout ça ? Esclave, partenaire ou résistant du grand frère idéologique ? Il est à croire qu'après 100 ans de présence française il reste des traces culturelles... Astérix et Obélix ont bien influencé les citoyens vietnamiens, surtout le concept de dernier village Gallo-Kinh résistant aux légions de la BRI. Mais il semblerait que la résistance se lézarde, le pragmatisme du socialisme de marché est en train d'assouplir la position. Depuis la fin 2019, les investissements directs chinois ont pris la tête, au moins en intentions même si tous les projets doivent encore voir le jour.

Résistant plus tout à fait, disons partenaire dans le respect !!!

Essayons d'y voir plus clair...

Il est aujourd'hui indéniable que les investissements et les contrats de construction liés à la stratégie BRI Chinoise en Asie du sud-est s'accroissent. Ils ont presque doublé pour atteindre 11md USD au premier semestre 2019....

Selon un récent rapport de PWC, l'Indonésie s'est taillé la part du lion avec 3md USD, suivie par le Cambodge avec 2,5md, Singapour avec 1,9md et le Vietnam avec 1,6md. La plupart des projets concernaient les transports et l'énergie.

Basé sur une enquête menée auprès de 25 000 entreprises de la région, le rapport de PWC a de plus désigné le Vietnam, Singapour et l'Indonésie comme les principaux pays où les organisations voient des opportunités liées à la BRI.

Mais le spectre de Pékin plane sur ces projets, et un rapport publié en janvier par le centre d'études de l'ANASE a mis en lumière les soupçons qui pèsent sur la stratégie chinoise. Dans une enquête à laquelle ont participé des fonctionnaires et des hommes d'affaires de la région, 47 % des quelques 1 000 personnes interrogées ont déclaré qu'elles pensaient que l'IRB "rapprochera les États membres de l'ANASE de l'orbite de la Chine". Le rapport note que cette conclusion "peut avoir de profondes implications pour l'Asie du sud-est étant donné la crainte de la région que la Chine ne devienne une puissance révisionniste".

Le Vietnam « devrait » donc bénéficier grandement de l'initiative BRI en raison de sa demande croissante d'investissements dans les infrastructures nécessaires à la croissance du pays. Ayant atteint le statut de pays à revenu intermédiaire en 2009, le Vietnam a présentement du mal à répondre à ce besoin en raison de la diminution de l'aide publique au développement, des difficultés à promouvoir les projets de partenariat public-privé en raison du renforcement des réglementations financières et juridiques et des investissements limités financés par l'État dus à des contraintes budgétaires. Selon une estimation, les besoins en infrastructures du Vietnam (en termes de routes, de chemins de fer, d'aéroports, de ports, de télécommunications, d'électricité et d'eau) atteindraient le montant stupéfiant de 605md USD d'ici 2040. Le pays devra donc rechercher activement différentes sources de financement, notamment auprès de l'IRB.

Le Vietnam a confirmé son soutien à la BRI et approuve la Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures dirigée par la Chine, mais reste prudent quant aux implications économiques, politiques et stratégiques de cette initiative. Il subsiste une méfiance persistante entre les deux pays et le sentiment antichinois au vu des tensions récentes sur les différends en Mer de Chine méridionale demeure important. D'une part, le Vietnam a exprimé son soutien officiel à la BRI. D'autre part, Hanoi semble plus soucieuse de la manière dont cette initiative est mise en œuvre et de s'assurer que la coopération garantisse "la durabilité, l'efficacité et l'inclusion, l'ouverture, le respect et les avantages mutuels, et la conformité avec la charte des Nations Unies et le droit international".

Résistant plus tout à fait mais partenaire dans le respect !! vous dis-je !!!

Bien que la Chine soit désireuse de financer des projets tels que des aciéries, des centrales électriques au charbon, des chemins de fer à grande vitesse et des autoroutes, il est peu probable que le Vietnam considère l'obtention de prêts chinois pour ces projets comme une priorité absolue. Certains observateurs ont souligné que l'obtention de ces prêts n'est ni bon marché ni facile. La Chine impose aussi normalement des conditions à ses prêts préférentiels, notamment l'utilisation de technologies, d'équipements et d'entrepreneurs et travailleurs chinois. En outre, l'expérience du Vietnam, qui a connu des déconvenues avec les fournisseurs et les technologies chinoises dans divers projets, freine sa motivation de contracter des prêts chinois.

Le Vietnam est plus intéressé par d'autres sources de financement comme les prêts des institutions financières internationales et des partenaires ODA, en particulier le Japon. En général, les entrepreneurs et technologies japonais sont perçus par le public vietnamien comme étant plus fiables que les entrepreneurs et technologies chinois. Le Vietnam est également désireux de promouvoir le partenariat public-privé, en particulier le modèle build-operate-transfer (BOT). Les projets de partenariat public-privé continueront d'être un moyen important pour le Vietnam de répondre à ses besoins en matière d'infrastructures, car ils peuvent contribuer à alléger la charge financière et les obligations internationales de l'État.

Compte tenu de la prudence du Vietnam, la mise en œuvre de la BRI au Vietnam devrait continuer à être lente. Dans les années à venir, la réussite de la mise en œuvre de la BRI au Vietnam continuera de dépendre de l'évolution de la perception de l'initiative par Hanoi. Le Vietnam pourrait soutenir un ou deux projets "pilotes" afin de mieux évaluer les avantages et les inconvénients. Toutefois, en raison de l'augmentation de sa dette publique, le Vietnam devrait s'abstenir de demander des prêts de gouvernement à gouvernement. Au lieu de cela, il devrait encourager les investisseurs privés nationaux à demander eux-mêmes des prêts, en particulier auprès de la Banque Asiatique d'Investissement. Cette approche réduira les implications politiques et stratégiques des prêts BRI pour le Vietnam.

Hésitations ferroviaires

Parlons pour finir d'un des projets pilotes probables :

Alors que la Chine et le Vietnam célébraient le 70e anniversaire de leurs relations diplomatiques l'année dernière, ils ont dévoilé des plans de rénovation d'une ligne de chemin de fer initialement construite par les Français dans les années 1900

Le gouvernement vietnamien a proposé le 25 novembre un projet ferroviaire de Hai Phong à Lao Cai, à la frontière avec la Chine, en passant par Hanoi, pour le fret et les passagers. A l'étude depuis 2008, ce projet qui s'étendra sur 392 kilomètres avec 38 gares, pour un coût estimé à 4,3md USD, est « intéressant » a bien des égards...

Du point de vue de Pékin, la ligne ferroviaire à l'écartement d'1m généralement utilisé au Vietnam est incompatible avec son réseau de lignes à l'écartement normal de 1,435m, de sorte que la modernisation permettra d'offrir un service continu entre les deux pays.

La Chine a déjà progressivement mis en place une nouvelle ligne à écartement normal jusqu'à la ville frontalière de Hekou, en face de Lao Cai. L'extension de cette ligne vers le Vietnam permettra une connexion plus fluide, ce qui, à plus d'un titre, est un objectif de l'initiative BRI.

A l'instar d'autres pays d'Asie du sud-est, le Vietnam est réticent à abandonner son réseau à voie étroite. La modernisation du réseau ferroviaire existant est moins coûteuse, nécessite moins de terrain et moins de temps pour la construction. Cependant ce réseau ne permet pas une vitesse de pointe optimale et offre une capacité inférieure à celle qui serait disponible en construisant une nouvelle ligne à écartement normal. Mais comme Hanoi est devenue un point de passage sur le réseau ferroviaire sino-européen, il ne serait pas inimaginable d'ajouter une autre ligne à écartement normal en provenance de Chine. Sur le plan domestique, cette ligne ferroviaire permettrait d'augmenter la vitesse et la capacité, ce qui contribuerait au développement des provinces du nord-ouest du Vietnam.

Du point de vue chinois, cependant, le fait d'amener une liaison ferroviaire à écartement normal jusqu'à Hai Phong, le port le plus important du nord du Viêt Nam, révèle un impact géopolitique et économique supplémentaire. Comme il existe plusieurs ports le long du littoral chinois, dont la région autonome du Guangxi Zhuang, Haiphong ne présente pas de raccourci évident pour la Chine.

Du point de vue du Vietnam, le commerce avec la Chine par transport terrestre peut s'affranchir de port même si la connexion avec Haiphong offre certaines commodités. De plus, le projet offre l'opportunité de créer des chaînes de production transfrontalières, un peu à l'instar de l'intégration économique entre la Thaïlande et la Malaisie, où le chemin de fer joue un rôle important. Ces zones industrielles transfrontalières contribueraient aux deux corridors économiques sino-vietnamiens vers le Yunnan et le Guangxi.

Il n'en demeure pas moins que l'annonce de ce projet révèle, d'une certaine manière, une amélioration des relations entre Hanoi et Pékin.

Non seulement la liaison ferroviaire sera financée de manière significative par des investissements chinois, mais elle offrira également une opportunité de renforcer l'intégration économique. La Chine étant l'un des principaux bailleurs de fonds, sa technologie ferroviaire – comme le matériel roulant et les signaux – devrait être adoptée. Cela fait suite à l'acquisition antérieure par le Vietnam de locomotives et de systèmes de signalisation chinois. En outre, la perspective de corridors économiques transfrontaliers signifie une intégration économique plus poussée, ce qui peut réduire la probabilité de conflits. Du point de vue de Pékin, ce projet renforce également l'implication de Hanoi dans la BRI.

Malgré ces points positifs, des facteurs financiers, de sécurité et de construction problématiques sont à prévoir.

Le Vietnam possède encore des zones côtières adjacentes aux ports secondaires qui pourraient être développées pour l'industrie manufacturière et d'autres industries, de sorte que les corridors économiques intérieurs éloignés des ports, même s'ils sont reliés au rail, peuvent ne pas être économiquement intéressants. La stratégie pionnière du groupe CMA CGM (services directs à Chu Lai dans la province de Quang Nam et Nghi Son dans la province the Thanh Hoa) démontrent la viabilité de cette option.

Cependant, ce sont surtout les préoccupations d'ordre sécuritaire qui sont les plus épineuses. Les relations entre ces pays voisins ont souvent été perturbées, que ce soit par des conflits territoriaux maritimes en mer de Chine méridionale/mer de l'Est ou par d'autres conflits. Bien que les deux parties limitent généralement ce type de confrontation, une escalade accidentelle n'est jamais à exclure.

Même une crise limitée pourrait modifier la perception de l'opinion publique et créer des troubles sociaux tels que des manifestations nationalistes, qui perturberaient les corridors économiques bilatéraux. Le Vietnam a déjà souvent montré son inquiétude quant à sa dépendance économique vis-à-vis de la Chine.

Enfin, les médias vietnamiens ont émis des doutes sur la faisabilité financière du projet. Avec une dette publique croissante et divers autres projets ferroviaires, dont celui d'Hanoi déjà en difficulté, un projet supplémentaire avec un financement chinois suscite inévitablement des interrogations.

Si ce projet ferroviaire se concrétise vraiment, il ne changera peut-être pas la donne pour Pékin ou Hanoi. Mais l'effort indique un réchauffement de l'atmosphère bilatérale, malgré quelques incertitudes.

En conclusion, la mise en œuvre de la BRI au Vietnam est confrontée à des défis importants et sera un processus lent et progressif. La Chine devrait reconnaître ces défis et travailler avec ses acteurs nationaux et ses partenaires vietnamiens pour les relever. Entre-temps, Hanoi continuera à apporter un soutien diplomatique à l'initiative afin de renforcer les relations globales avec la Chine.

Bruno Gutton, CCE Vietnam

ACTUALITÉ DE LA BRI (dernier bimestre)

- Durant la visite officielle de Xi Jinping au Myanmar, un protocole d'accord est signé sur le développement « concret » du port en eau profonde de Kyaukpyu, « pilier du corridor économique CMEC » entre les 2 pays (Nikkei, 19/1)
- Le gouvernement irakien décide de déposer une demande officielle auprès des autorités chinoises pour le développement du port de Faw sur le Golfe et la construction d'une voie ferrée jusqu'à Basra dans le but de relier le transit maritime et terrestre des nouvelles routes de la soie à travers le pays (BRNews, 5/2)
- L'épidémie de coronavirus a un impact direct sur le tourisme mais surtout sur les travailleurs chinois devant construire 2 aéroports et plusieurs installations hydroélectriques dans le cadre de la BRI au Népal (Nikkei, 19/2)
- Terengganu, Malaysia Rail Link et China Communications Construction signent un protocole de collaboration stratégique pour la construction d'ECRL, liaison ferrée de la côte orientale de Malaisie (The Edge, 19/2).
- La Turquie fait officiellement acte de candidature au projet de corridor économique Chine-Pakistan dans les domaines de la construction, de la santé et de la finance (Oboreurope, 24/2)
- Contrôlée par COSCO, l'Autorité du port du Pirée annonce pour 2019 des hausses annuelles de 12,3% pour son chiffre d'affaires et de 17% pour son profit net (Seatrade, 24/2)
- A la suite de manifestations antichinoises, le Gouvernement kirghiz annule le projet de centre logistique de 275mil USD prévu comme une étape majeure de la nouvelle route de la soie à Naryn (SRB, 28/2)
- Le gouvernement de l'état kachin du Myanmar signe avec le partenaire chinois Yunnan Tengyin un protocole pour le développement de la zone d'activités de Kanpiketi, partie du corridor CMEC de la BRI (Irrawady, 4/3)

LECTURES CONSEILLÉES

- **The road less traveled : European Involvement in China's Belt and Road Initiative**, par European Union Chamber of Commerce in China, janvier 2020 : [https://static.europeanchamber.com.cn/upload/documents/documents/The_Road_Less_Travelled\[762\].pdf](https://static.europeanchamber.com.cn/upload/documents/documents/The_Road_Less_Travelled[762].pdf)
- **The Future of Chinese Foreign Economic Policy Will Challenge U.S. Interests, Part 1: The Belt-and-Road Initiative and the Middle Income Trap**, par Sagatom Saha, China Brief, Janvier 2020 : <https://jamestown.org/program/the-future-of-chinese-foreign-economic-policy-will-challenge-u-s-interests-part-1-the-belt-and-road-initiative-and-the-middle-in>
- **The potential climate consequences of China's Belt and Roads Initiative**, par Jan Ellen Speigel, Yale Climate Connections, 17 février 2020 : <https://www.yaleclimateconnections.org/2020/02/the-potential-climate-consequences-of-chinas-belt-and-roads-initiative/>
- **China's New Silk Road Strategy and the Middle East**, par Mordechai Chaziza, BESA Center Perspectives Paper No. 1,473, 8 Mars 2020 : <https://besacenter.org/perspectives-papers/china-silk-road-middle-east/>

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE

Agrégats économiques chinois, bilans régionaux et sectoriels

- Le produit de mini vidéos TikTok (Douyin en Chine) du groupe chinois ByteDance devient la 2^e application la plus téléchargée au monde après WhatsApp mais devant Facebook (SCMP, 15/1)
- Les heures de vols d'affaires ont baissé de 12% en Chine au cours de 2019 (SCMP, 22/1)
- Revoyant ses estimations précédentes, l'IPRI de Stockholm évalue à 54,1md USD les ventes d'armes des 4 premiers fabricants chinois, ce qui place le pays au 2^e rang mondial des producteurs d'armement (Reuters, 27/1)
- Avec 241m d'unités et grâce à une croissance des ventes de presque 18%, Huawei est devenu pour l'année 2019 le 2^eme fournisseur mondial de smartphones devant Apple et derrière Samsung (Ars Technica, 1/2)
- Hors invisibles, erreurs et omissions, la Chine a enregistré à fin 2019 un excédent de son compte courant de 177md USD selon l'Administration nationale des changes (Xinhua, 14/2)
- Selon le Ministère des Sciences et de la Technologie, 484 000 contrats de technologie ont été signés au cours de 2019 pour 2240md CNY (319md USD), en hausse de 26,6% par rapport à 2018 (Xinhua, 25/2)
- Selon le Bureau National des Statistiques chinois, le produit national brut par habitant s'est établi fin 2019 à 70 892CNY, soit 10 109USD, en hausse de 5,7% par rapport à fin 2018 (Reuters, 28/2)
- L'aciériste chinois Baowu est devenu le premier groupe mondial de son secteur en 2019 (Ambafrance, 13/3)

Politique extérieure, diplomatie, décisions relatives à la mondialisation

- La Banque centrale de Chine (PBOC) a déposé 84 demandes de brevets concernant une nouvelle monnaie digitale, alimentant les rumeurs de lancement prochain du « DCEP » précédant ses homologues étrangers (Technode, 13/2)
- Le ministère chinois des sciences et technologies (MOST) présente trois nouveaux programmes d'attraction de talents scientifiques de haut niveau pour l'année 2020 (Ambassade de France, 22/2)

- Fin des manœuvres de 41 jours de quatre navires militaires chinois dans le Pacifique qui, au cours des 14000 miles nautiques parcourus, ont franchi pour la 1^{er} fois la ligne de changement de date (GT, 26/2)
- Bien que favorite, la candidate chinoise à la présidence de l'OMPI, Agence de l'ONU pour la protection de la propriété intellectuelle, est finalement battue par le candidat singapourien soutenu par les Etats Unis (SCMP, 5/3)
- A l'occasion du 50^e anniversaire du traité, la Chine signe avec ses quatre autres partenaires un communiqué conjoint élogieux sur les conséquences de la non-prolifération nucléaire (NPT, 10/3)

Innovations, avancées technologiques, réformes économiques

- La Chine prévoit d'effectuer en 2020 trois lancements de sa fusée Longue Marche 11 à partir de plateformes en mer et par ailleurs d'explorer une zone inconnue de la surface lunaire (CD, 20/1)
- Le constructeur chinois DJI propose le Mavic Mini, un drone pliable miniature de 249g pouvant tenir dans la paume de la main et capable d'enregistrer des films de qualité moyenne haute (Wired, 7/2)
- La Commission pour la Réforme et le Développement et le Ministère de la Technologie de l'Information retardent de 5 ans soit à 2025 la « production de masse » de véhicules autonomes (Technode, 25/2)
- Grâce à la nanotechnologie, 2 fabricants shanghaiens lancent pour la première fois en Chine la fabrication de masques faciaux recyclables utilisables 10 fois en cette période d'épidémie (SCMP, 25/2)
- Onze ministères chinois ont participé à la rédaction des nouvelles règles et standards applicables à la production de véhicules intelligents innovants encourageant la coopération internationale (Ambafrance, 7/3)

Fusions, diversifications, nouveaux secteurs, réorganisations

- Les téléphonistes chinois Huawei (Europe), Xiaomi (Inde), Oppo et Vivo (Asie du sud-est) créent GDSA, alliance destinée à distribuer les applications Android hors de Chine comme alternative à Google Play (Technode, 7/2)
- China Eastern Airlines crée une filiale spécialisée, OTT Airlines, qui n'opèrera que des appareils fabriqués en Chine par COMAC comme l'AJR21 et le C919 (GT, 26/2)
- Le constructeur automobile Geely investit 327m USD dans une usine de fabrication de satellites utilisables dans le futur par ses véhicules connectés pour la géolocalisation (FT, 4/3)
- China Unicom, l'un des trois opérateurs majeurs chinois de télécommunications, annonce une réforme structurelle profonde de son organisation pour s'orienter vers le marché de gros et l'internet (Xinhua, 7/3)

Accords, contrats et marchés significatifs

- Devant la possibilité d'être exécutée pour 1md USD, la fourniture par CRRC de voitures ferroviaires au réseau urbain de métro de Washington est interdite par une loi signée par le président Trump (WP, 25/1)
- Gezhouba, filiale de China Energy, signe un contrat de financement de 500m USD pour la conception et la construction un complexe solaire photovoltaïque d'une capacité de 500 MW en Ouganda (Ecofin, 20/2)
- Le gouvernement nigérian signe le contrat d'exécution du projet de centrale hydroélectrique de Mambilla (5 md USD et 3050 MW, la 2^e d'Afrique), levant l'obstacle légal pour Sinohydro, CGGC et CGC (Ecofin, 24/2)
- Guangzhou Metro Group va mener le consortium -avec Norinco et Daewoo- de gestion du métro aérien de Lahore au Pakistan qui doit ouvrir en juin 2020 (Xinhua, 26/2)
- Le constructeur BYD annonce qu'il a sécurisé la livraison de 130 bus électriques à la ville de Los Angeles dans la perspective des Jeux Olympiques de 2028 (Technode, 27/2)
- La Zambie signe avec China Railways Construction un contrat de 825m USD pour la modernisation du réseau ferré dans le sud du pays (Bloomberg, 3/3)
- Le fabricant de drones eHang signe avec la municipalité de Séville un programme pilote de mobilité aérienne urbaine incluant le transport de passagers et de marchandises (GT, 17/3)

Financements publics et privés, aides financières

- La Chine et le Laos autorisent la convertibilité directe entre leurs monnaies (Brèves ASEAN, 17/1)
- L'Eximbank chinoise accorde un prêt de 258m USD à la Côte d'Ivoire pour la construction par Sinohydro de la centrale hydroélectrique de Gribo Popoli (Ecofin, 15/1)
- Les jeunes pousses chinoises du secteur de la blockchain ont reçu 3,5md USD en 2019 (Decrypt, 19/1)
- L'Eximbank de Chine accorde au Rwanda un prêt de 214m USD pour la construction du barrage hydroélectrique de Nyabarongo II (Ecofin, 12/2)
- Avec un total de 3,2md USD en 2019, les financements chinois pour les projets énergétiques internationaux ont chuté de 69% et affichent leur plus bas résultat depuis plus de 10 ans (Bloomberg, 13/2)
- En chute de 71% par rapport à 2018, les financements de projets énergétiques de China Exim et China Development Bank en 2019 (3,2md USD) accusent la baisse annuelle la plus importante depuis 2008 (SCMP, 20/2)
- Filiale d'ICBC, la banque sudafricaine Standard Bank réalise la plus grande émission d'obligations vertes du continent africains : 200m USD (Ecofin, 3/3)
- Les difficultés financières du groupe chinois Shandong Ruyi, exacerbées par l'épidémie de coronavirus, ne lui ont toujours pas permis de sécuriser l'acquisition du groupe suisse Bally conclue en 2018 (Reuters, 6/3)

Investissements, acquisitions, désinvestissements, retraits, échecs, obstacles

- Filiale singapourienne de Tencent, Sea acquiert le développeur de jeux vidéo canadien Phoenix Labs (SCMP, 30/1)
- Tencent souscrit la moitié de l'augmentation de capital du vendeur en ligne londonien de mode et de luxe Farfetch, soit 125m USD, lui ouvrant un peu plus le marché chinois (Jing Daily, 30/1)
- Alipay, filiale d'Alibaba, prend une participation minoritaire dans l'application suédoise de paiement en ligne Klarna (Technode, 5/3)
- Célèbre élevage de moutons et site historique, la ferme australienne de Mawalok dans l'état de Victoria est achetée plus de 25m AUD par Weng Qingnan, dirigeant de Tianyu Wool, principal importateur chinois de sa laine (AFR, 8/3)

- Jingye complète officiellement l'acquisition de British Steel et de ses actifs au Royaume Uni et aux Pays-Bas, le gouvernement français gardant un droit de véto pour l'acquisition de l'aciérie de Hayange (BBC News, 9/3)
- Dirun Tianjin Technology, filiale du leader des VTC Didi Chuxing, l'Uber chinois, acquiert 32% de Hyundai Insurance China (SCMP, 11/3)

Projets en cours

- Le gouvernement chinois prépare des normes pour la mise en service de batteries mobiles échangeables à volonté pour véhicules électriques remplaçant les batteries fixes rechargeables entre chaque usage (Bloomberg, 17/1)
- Tencent déclare vouloir réorienter sa politique d'investissement en direction de plateformes de commerce de détail et de paiement intelligents (SCMP, 20/1)
- China Railways Construction Co offre de construire HS2, liaison ferrée à grande vitesse Londres Birmingham à un coût inférieur à celui de 106md GBP habituellement avancé pour le projet (SCMP, 17/2)
- China Power propose à l'Ouganda de construire sur le Nil un barrage hydroélectrique produisant 840MW pour un coût de 1,4md USD (Ecofin, 17/2)
- Le plan à 3 ans d'Alipay – application d'Ant Financial – prévoit de pouvoir accueillir 40m de fournisseurs de services et 50 000 vendeurs indépendants de programmes en Chine (SCMP, 10/3)

Implantations à l'étranger, délocalisations, nouveaux services internationaux

- Didi Chuxing, l'Uber chinois, va mettre en service cette année plus de 700 véhicules électriques BYD et Renault dans sa filiale mexicaine (Caixin, 30/1)
- 99, licorne brésilienne de VTC acquise par Didi Chuxing en 2018, passe le cap du milliard de courses (GT, 3/2)
- Déjà présent dans sept villes d'Australie, Didi Chuxing lance son service de VTC à Sydney (SCMP, 17/2)
- Pony.ai, startup chinoise spécialisée dans les véhicules autonomes, lance pour la première fois un service commercial de taxis autonomes dans la ville de Fremont en Californie (Caixin, 5/3)

Partenariats

- Le système de navigation néerlandais TomTom signe un partenariat avec Huawei pour la fourniture de cartes digitales pour téléphones portables (Reuters, 21/1)
- CATL signe avec l'américain Tesla un contrat de 30 mois pour la livraison de batteries (Reuters, 4/2)
- Fruit de la coopération entre l'Administration Spatiale de Chine (CNSA) et l'Autorité nationale égyptienne compétente, le premier centre d'assemblage de satellites de la zone Afrique du Nord / Moyen Orient entre en activité dans la ville de l'espace au Caire avec pour ambition de produire des satellites panafricains (Ecofin, 2/3)

Actions et événements concernant l'image de la Chine à l'étranger

- Le groupe de hackers chinois TICK a forcé l'accès à plus de 8000 pièces d'informations personnelles du groupe japonais Mitsubishi Electric (Nikkei, 21/1)
- Parmi les 170 établissements les plus internationaux classés par *Times Higher Education*, 3 universités de Hong Kong sont classées 1, 2 et 5 (SCMP, 30/1)
- Huawei dépose une plainte contre l'opérateur américain Verizon pour usage de technologies protégées par 12 brevets assurant sa propriété industrielle aux Etats Unis (SCMP, 6/2)
- Selon les Etats-Unis, la construction financée par la Chine du siège du Centre pour le contrôle et la prévention des maladies à Addis Abeba pose un problème d'espionnage et de détournement de métadonnées (FT, 6/2)
- CNOOC déclare le coronavirus comme cas de force majeure pour stopper l'importation de pétrole déjà commandé, suivi par Sinopec et les importateurs chinois de cuivre en provenance du Chili (Bloomberg ; 6/2)
- Standard Bank, filiale africaine d'ICBC et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique mettent en œuvre un partenariat pour mobiliser 100m USD en faveur des femmes africaines (Ecofin, 11/2)
- Un tribunal de Chicago accorde à Motorola une compensation de 765m USD pour violation de sa propriété industrielle sur walkies-talkies à payer par la société chinoise Hytera (Caixin, 19/2)
- Suite à des manifestations répétées, le projet de centre logistique de la zone économique de Naryn au Kirgizstan (évalué à 275m USD) est annulé (The Diplomat, 20/2)
- Selon James Holmes, Commandant en Chef du Strategic Air Command, les pilotes des avions espions américains U2 peuvent utiliser le système chinois de navigation BeiDou si GPS est piraté (SCMP, 8/3)

DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

suivies par le Comité France-Chine

Contrats, implantations, projets et marchés significatifs

- Huawei souhaite multiplier ses investissements dans la recherche française en signant plus de contrats ou développant plus de contacts avec des partenaires français. (Enquête de Challenges, 5/2)
 - Huawei a fait un don de 700 000EUR fin 2019 et une proposition de partenariat sur 5 ans à l'école d'ingénieurs Telecom Paris qui offre son expertise à l'armée française. Cette dernière offre est soumise à l'approbation du haut fonctionnaire de défense et de sécurité (Bercy), suivant un dispositif de veille et d'action contre l'ingérence mis en place dès 2015 par l'Etat français (Cerbère). Huawei cherche également avec Telecom Paris à créer un laboratoire de recherche commun en ce début 2020.

- Huawei a également signé deux contrats de recherche en 2017 et 2018 avec le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives CEA.
- En 2019, l'UE et la Chine avaient mis à l'ordre du jour pour l'année 2020 la finalisation de la négociation d'un accord d'investissement (EU-China Comprehensive Agreement on Investment, CAI). Les négociations sont en cours depuis 2012 et l'épidémie de coronavirus entrave encore leur avancement, empêchant le déplacement des deux parties qui s'étaient rencontrées à Bruxelles les 16-17 et 20-21 janvier. Le prochain rendez-vous initialement prévu les 4 et 6 mars est compromis. (Euractiv, 4/2)

Implantations et investissements croisés

- Le président de Huawei annonce la construction de la première usine hors de Chine, en France (projet de 200m EUR). L'usine fabriquera des équipements pour des stations de base pour mobiles (compatibles 5G) et approvisionnera toute l'Europe. Son implantation générera 500 emplois directs (Challenges, 27/2)
- AIRUITE, société chinoise leader dans le domaine des véhicules électriques destinés à la propreté urbaine, souhaite se développer sur le marché européen et choisit Roanne (Loire) pour s'implanter et créer une vingtaine d'emplois. (Agglo Roanne, 20/1)
- Le chinois Changan a développé avec le groupe PSA, dans le cadre d'un accord conclu en 2017, un pick-up : le Peugeot Landtreck. PSA refuse de le mettre à disposition sur le marché européen, par peur de l'identité trop chinoise du véhicule. Son moteur est fourni par un motoriste du Yunnan, Kunming Yunnei Powers (Challenges, 20/2)

Services, culture, soft power autres informations

- Le financement de l'énergie à l'étranger a chuté depuis une décennie (baisse de 69% selon l'université de Boston). Les dépenses de la Chine pour les projets énergétiques à l'étranger ont atteint leur plus bas niveau. Cela témoigne de la concentration de la Chine sur les questions internes (ralentissement économique), et des préoccupations concernant l'endettement des pays bénéficiaires. L'épidémie de coronavirus accentue cette dynamique avec un stress au niveau du crédit, ce qui ralentit le financement de projets dans le cadre de la Belt & Road Initiative. (Bloomberg, 13/2)
- La baisse du nombre de touristes chinois à Paris du fait des restrictions de circulation liées à l'épidémie de coronavirus a un impact sur les secteurs du luxe, des duty-free et de l'hôtellerie à Paris. Le président de la CCI Paris a des craintes concernant les boutiques et les musées. Le panier moyen d'un touriste chinois est de 1024EUR contre 640EUR pour les visiteurs d'autres nationalités. La période du Nouvel An chinois n'a pas permis de générer les bénéfices escomptés habituellement pour le début d'année. Certains établissements sont très dépendants de la clientèle chinoise. (Reuters API, 30/1)

Comité éditorial :

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong
et Christophe Granier, CCE France

Le contenu des articles de cette lettre ainsi que les informations et les opinions qui y sont exprimées sont ceux de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du comité éditorial ni celle du Comité national des Conseillers du Commerce Extérieur de la France ou de ses membres.
Ni le Comité National ni ses membres ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation faite du contenu de ces articles.